

UNIVERSITE DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE
VAGABONDAGE
EN PAYS ANNAMITE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mercredi 8 avril 1908, à 1 heure

PAR

Maurice CHAITEMPS

Président : M. LESEUR

Suffragants : { MM. PILLET, *professeur*.
PERREAU, *professeur*.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1908

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITE DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE
VAGABONDAGE
EN PAYS ANNAMITE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le mercredi 8 avril 1908, à 1 heure

PAR

Maurice CHAUTEMPS

Président : M. LESEUR

*Suffragants : { MM. PILLET, professeur.
PERREAU, professeur.*



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1908



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LE VAGABONDAGE

EN PAYS ANNAMITE

PRÉFACE

L'examen de la vie sociale du monde annamite actuel, plus particulièrement dans celles de nos possessions de l'Indo-Chine qui sont soumises au régime d'administration directe, révèle l'existence d'un nombre chaque jour grandissant de travailleurs inemployés, dont la masse, devenue considérable, fournit le dangereux contingent des candidats au vagabondage et au délit.

Sans doute l'empire d'Annam, malgré l'organisation de ses groupements familiaux et communaux, basée sur des principes solidaristes qu'il serait intéressant de rapprocher de nos propres tendances économiques d'aujourd'hui, ne put jamais complètement éviter la formation du paupérisme ; mais il sut, du moins, en restreindre l'étendue et se protéger, par tout un ensemble de méthodes et de lois, contre le vagabondage ; il sut conjurer, dans une certaine mesure, les dangers qui

résultent, pour l'ordre public, des revendications d'une classe prolétarienne tout à coup consciente de son importance et de sa force.

Aujourd'hui, au contraire, sans qu'on puisse dire qu'une véritable classe pauvre se soit déjà formée en Cochinchine, il est malheureusement certain qu'une recrudescence de misère se fait sentir et que le nombre des isolés, des déracinés, augmente de jour en jour ; nous sommes en présence d'un mal que le gouvernement de notre colonie semble impuissant à enrayer et dont la responsabilité incombe aux procédés de colonisation que nous avons jusqu'ici employés.

La société annamite reposait sur deux bases solides, la famille et la commune.

La famille était le groupement, sous l'autorité d'un patriarche, de toute une parenté respectueuse des traditions et dont chaque membre était dévoué au développement de la richesse collective.

La commune était libre, administrée par les plus dignes de tous les chefs de famille.

Nous avons désorganisé la commune à ce point, que le chef moral du village refuse généralement, depuis quelques années, d'en être le chef officiel, et ce sont souvent de nouveaux venus, considérés par les indigènes comme des aventuriers, qui détiennent cette situation.

Quant à la famille ancestrale, l'application de notre Code civil, tout entier basé sur le principe de la pro-

priété individuelle, devait fatalement lui porter d'irré-médiables atteintes ; là où la propriété s'était maintenue collective à travers les siècles, nous avons ouvert des successions et créé des isolés.

Peu soucieux des théories que professent les jaunes en matière d'économie sociale, nous avons ainsi appliqué à ces peuples nos lois et nos conceptions individualistes, sans ménager la moindre transition, et peut-être avons-nous quelque peu compromis notre œuvre en Extrême-Orient ? Quelques auteurs ont déjà signalé le terrain perdu par nous dans l'affection de l'indigène, et montré le péril qui pourrait résulter pour la France dans l'état de choses créé en Extrême-Orient par les victoires japonaises, si elle ne se réimplantait pas solidement dans le cœur de ses protégés. Tous concluent qu'il est urgent de renoncer à notre manie assimilatrice, en faveur d'une politique qui associerait l'indigène à notre œuvre, en respectant absolument ses coutumes et ses mœurs.

Mais la misère ne saurait attendre ; le mal présent a pris des proportions qui appellent une intervention immédiate. N'y pouvons-nous apporter aucun remède ?

C'est l'étude du passé qui nous fournit la solution de ce problème. De tout temps il s'est produit des isolés, mais les gouvernements annamites, attentifs au développement du vagabondage, ont su en restreindre les fâcheuses conséquences en groupant les isolés sur des territoires jusqu'ici non cultivés, où se formaient de nouvelles communes et de nouvelles familles.

PREMIÈRE PARTIE

LA CRISE ÉCONOMIQUE ET MORALE DE L'INDO-CHINE. — CAUSES ET DÉVELOPPEMENT DU VAGABONDAGE.

CHAPITRE PREMIER

SITUATION DE L'INDO-CHINE. — LA CRISE ACTUELLE.

L'Indo-Chine occupe parmi nos possessions extérieures une place éminente. « Localisée », ainsi que le remarque M. Gervais (1), « au point de rencontre des plus vieilles civilisations de l'humanité », placée sur la grande route maritime de l'Extrême-Orient, sa situation géographique lui permet, dans une certaine mesure, de rivaliser avec l'Inde anglaise.

Par l'étendue de son territoire et la richesse de son sol, aussi bien au nord sur les premiers contreforts d'une des plus puissantes assises du globe, qu'au sud et à l'est dans de fertiles terrains d'alluvions, elle accu-

(1) Rapport de M. Gervais sur le budget des colonies, exercice 1907.

mule des ressources minières et agricoles inépuisables.

Par l'ensemble de ses budgets (114 millions) et de sa dette (283 millions), par l'essor de son commerce extérieur (400 millions, dont 150 représentent les transactions avec la métropole), elle accuse une puissance économique considérable.

Par l'importance de sa population dont la culture intellectuelle est si affinée, et par une organisation sociale qui remonte à des milliers d'années, elle laisse bien loin derrière elle tous les autres groupes de colonies : sur les 19 millions d'habitants que révèle le dernier recensement, le contingent annamite comprend 15 millions d'âmes, et c'est la race annamite qui, par sa valeur d'expansion et la logique de son gouvernement, a préparé l'unité historique de l'Indo-Chine.

Avec de tels avantages : excellence de la situation géographique, étendue et richesse du sol, importance de la population, affinement de l'indigène, les résultats de l'intervention de la France ne pouvaient être que rapides et remarquables. Les deux éléments richesse et travail étant réunis dans des conditions que jamais peuple colonisateur ne rencontra nulle part, l'essor économique de l'Indo-Chine s'annonçait comme devant être brillant ! En effet les débuts furent tels et l'apparence est encore flatteuse si l'on s'en tient pour apprécier le chemin parcouru à l'examen des statistiques.

D'après les chiffres donnés par M. Gervais dans son rapport sur le budget des colonies présenté en 1906 à

la Chambre des députés, l'augmentation du commerce de 1898 à 1905 a été de 85 0/0 au total et de 147 0/0 pour les importations et 24 0/0 pour les exportations.

Les progrès de la France ont été de 104 0/0 au total et de 158 0/0 à l'importation et 50 0/0 à l'exportation.

Le commerce avec les autres colonies françaises a diminué au total de 3 0/0, bien que les importations aient été augmentées de 50 0/0. Les exportations ont diminué de 53 0/0.

Enfin le commerce avec l'étranger a progressé de 78 0/0 au total et de 145 0/0 à l'importation et 38 0/0 à l'exportation.

Mais nous risquerions de porter sur l'état de notre empire asiatique un jugement bien superficiel si nous n'interrogeons que les statistiques commerciales et le rendement des impôts.

Les faits sociaux sont des symptômes intéressants ; il ne nous servirait de rien d'avoir fondé des industries et créé dans nos ports d'Indo-Chine une extrême activité si, du fait d'avoir perdu l'affection de l'indigène, nous devions être, en un jour prochain, séparés violemment des éléments de richesse que nous aurions laborieusement accumulés.

Un malaise social profond existe dans nos possessions d'Indo-Chine, en Cochinchine surtout ; une crise financière s'est produite dont on a voulu chercher les causes dans certains événements naturels tels que : inondations, maladies du riz, typhons, etc..., mais le

(1898 à 1905).

ANNÉES	IMPORTATIONS DES MARCHANDISES				EXPORTATIONS DE MARCHANDISES et produits du cru ou importés				TOTAUX généraux		
	françaises venant de France	françaises venant des colonies françaises	étrangères venant de France ou de l'étranger		Totaux	pour la France	pour les colonies françaises	pour l'étranger		Totaux	
			françaises.	françaises.							
1898 . . .	41.701.703	2.714.083	58.028.560	102.444.346	francs.	26.111.762	3.480.980	97.918.337	127.310.979	francs.	229.955.325
1899 . . .	54.701.703	768.669	60.223.126	115.424.493		21.942.857	1.603.726	114.390.705	137.937.288		253.361.781
1900 . . .	72.424.228	1.802.175	111.817.984	186.044.387		31.545.492	3.281.989	120.772.904	155.600.385		341.644.772
1901 . . .	96.196.335	3.970.647	102.310.688	202.477.670		33.425.148	6.192.926	120.990.303	160.608.377		363.086.047
1902 . . .	106.580.274	1.642.148	106.940.576	215.162.998		36.820.224	3.481.467	144.964.619	185.266.589		400.499.587
1903 . . .	94.239.477	3.156.832	106.857.563	204.253.872		19.842.171	111.267	100.495.067	120.448.505		324.702.377
1904 . . .	84.185.936	3.315.473	98.494.255	184.995.664		38.556.543	2.652.025	115.165.119	156.373.687		341.369.351
1905 . . .	107.867.651	4.089.211	142.606.417	254.560.279		30.832.369	1.921.367	136.003.917	168.757.653		423.417.932

pays en a maintes fois souffert, ainsi que des quarantaines pesteuses, des caprices du cours de la piastre et des perturbations causées à l'exportation par l'abaissement du prix des céréales en Europe.

Si des causes de cette nature ont, dans une certaine mesure, contribué à aggraver la crise financière momentanément, il n'en est pas moins vrai que la responsabilité de cette crise doit être recherchée surtout en Indo-Chine (1).

M. Gervais le reconnaît en invoquant des raisons d'organisation financière, de régime fiscal et d'impôts vexatoires.

Nos procédés fiscaux, selon lui, ont choqué le contribuable annamite, qui, cependant, est d'une docilité tout à fait exceptionnelle puisqu'il accepte de n'être « consulté ni sur la nature des impôts à établir, ni sur la quotité, ni sur l'assiette, ni sur le mode de perception des taxes » (2).

Pour l'oriental la question fiscale semble être beaucoup plus une affaire de forme que de fond. Il n'a pas, comme nous, ces facultés de souplesse et d'éclectisme qui permettent de s'accommoder facilement des régimes nouveaux. Il est homme de tradition : tant que la tradition n'est pas froissée ou méconnue, les gouvernements ont beau jeu, ils peuvent demander à son endurance

(1) Gervais, Rapport 1906 sur le budget des colonies, Chambre des députés.

(2) *Ibid.*

contributive son maximum d'effet et de rendement. L'impôt lui paraît-il des plus lourds, il le paie sans se plaindre, en vertu de cette fiction sur laquelle repose tout son droit public, à savoir, que le prince est « le père de son peuple, et qu'il faut en tout lui obéir ».

L'annamite veut bien payer, mais il ne veut pas être inquiété. A notre arrivée, il était habitué aux impôts directs ; nous avons créé une série d'impôts indirects dont le recouvrement est malheureusement effectué d'une manière brutale et vexatoire, et qui mettent à tout instant l'habitant en contact avec les agents du fisc. L'indigène ne peut pas s'accoutumer à ce genre d'impôts ; il a pour lui une telle répugnance que des communes demandent parfois son remplacement par un forfait annuel qui rendrait aux habitants la liberté de production, de circulation et de consommation pour le produit taxé. Mais l'administration n'acceptera jamais cette combinaison, car si elle était admise, elle rendrait inutile la présence de quelques centaines de fonctionnaires européens !

La question fiscale est celle qui irrite le plus la population annamite. Nous allons passer en revue les plus importantes des contributions indirectes que nous avons créées.

Sel. — Avant l'occupation française, le sel était fabriqué sans contrôle et les saulniers payaient au gouvernement un droit par hectare de marais salants. Cette industrie était des plus prospères, et non seulement

suffisait à la consommation locale, mais encore donnait lieu à un mouvement d'exportation assez important sur le Siam, Singapour et Hong-Kong.

S'il est vrai que certains commerçants annamites et chinois accaparaient au moment de la récolte de mai à août quelques milliers de tonnes, du moins il était facile aux indigènes de se procurer le produit en toute saison et à des prix relativement peu élevés.

Actuellement il n'en est plus de même ; tout le sel fabriqué est acheté par le protectorat à 1 fr. 50 la tonne et immédiatement revendu aux particuliers 15 francs. Ces opérations commerciales, ainsi que la surveillance de la contrebande, nécessitent un personnel très nombreux et très onéreux. En fin de compte, c'est le contribuable qui paie tout cela. La population souffre de ce prix élevé et la contrebande s'étend de plus en plus, encouragée par l'écart excessif existant entre le prix d'achat aux saulniers et la vente aux particuliers. Entre ces deux chiffres, les indigènes trouvent le moyen de faire très lucrativement leurs affaires, les producteurs en vendant aux annamites plus cher qu'au gouvernement, et les consommateurs en achetant moins cher que le prix fixé par l'administration.

Mais en agissant ainsi les indigènes tombent sous le coup de peines extrêmement sévères édictées par les arrêtés locaux : le transport, le colportage, l'achat, la vente ou la possession de la moindre quantité de sel, non pourvus d'un laissez-passer, sont punis d'une amende

de 50 francs au minimum avec confiscation de la marchandise, et quelquefois même de prison ; la contrainte par corps est applicable.

Cette réglementation sévère ne décourage pas les fraudeurs — elle est appliquée rigoureusement par les juges — malheureusement elle n'atteint généralement que les pauvres gens, car les fraudeurs aisés, les saulniers surtout, s'assurent l'impunité en transigeant avant le jugement, et la somme qui leur est demandée est de beaucoup inférieure au minimum de l'amende encourue : ils évitent même la prison préventive s'ils transigent après le procès-verbal, ou même avant, comme cela s'est vu !

A toutes ces tracasseries vient s'ajouter un nouvel ennui : l'Etat, qui achète toute production, est un commerçant tellement imprévoyant, que, non seulement il a découragé le plus grand nombre des saulniers par ses procédés vexatoires (et la production, de ce fait, a beaucoup diminué), mais encore il n'a pas su approvisionner ses entrepôts. Aussi on voit des indigènes exerçant la profession de pêcheurs ou de saumuriers abandonner leur poisson après des pêches fructueuses, faute de sel pour le préparer ou le conserver. Dans la province de Donghoi, l'administration a supprimé de nombreuses salines, sous prétexte que les frais de surveillance étaient trop élevés ; les propriétaires de ces salines ont été très mécontents, malgré l'indemnité qui leur fut payée, et

cette industrie séculaire dans la province de Donghoi, n'existe plus maintenant.

Alcool. — Les annamites ne boivent pas à proprement parler de l'alcool. Ils fabriquaient une sorte de vin de riz, d'un titre assez élevé (20 à 25 degrés, tout au plus) ayant un goût spécial qu'ils recherchent. L'administration a réglementé cette industrie. Autrefois la plupart des habitants faisaient leur vin de riz chez eux, sans contrôle, sans être assujettis à aucune taxe de fabrication ; maintenant, sous les peines les plus sévères (500 à 2.000 francs d'amende et 15 jours à 3 ans de prison la contrainte par corps étant applicable), il est défendu expressément non seulement de faire du vin de riz, mais encore de se livrer à tout colportage, vente, etc... d'un alcool inférieur à 37° et ne provenant pas de la régie ; en outre, la possession d'instruments, si rudimentaires soient-ils et si incomplets qu'ils puissent être, donne lieu à l'arrestation immédiate et à l'incarcération des « fraudeurs ».

Cette manière de faire exaspère la population, qui a très souvent à subir la vengeance d'indicateurs sans scrupules qui viennent furtivement placer dans les cases ou dans les terrains avoisinants des matières ou des objets délictueux. Des indigènes, dont l'esprit pourtant n'est pas mauvais, s'arment parfois de bambous, de lances, de fusils même et s'attaquent aux agents européens de la douane. Aux approches du jour de l'an annamite le mécontentement de la population est plus grand

encore ; car la fabrication du vin de riz prend un caractère rituel. Ce vin de riz est, en effet, le seul qui puisse être placé sur l'autel des ancêtres, et le plus pauvre annamite n'oserait manquer cette offrande annuelle. L'administration des douanes à ce moment-là se relâche de sa rigueur, et elle fait bien, car une révolte véritable pourrait survenir à cette occasion.

Opium. — La réglementation relative à l'opium est bien plus sévère encore et les pénalités qui sont plus élevées atteignent toujours le pauvre hère qui ne peut pas transiger. L'opium n'est pas très répandu ; ce sont surtout les mauvais sujets qui se livrent à ce vice ou bien des commerçants très riches. Les mandarins, malgré les défenses formelles de la loi — que nous n'appliquons plus — fument aussi.

On ne doit fumer que l'opium sortant de la régie ; il paraît qu'il est exécrationnel ; toute possession d'un autre opium entraîne l'arrestation, l'incarcération et le jugement. Les résidus mêmes de la combustion (le dépôt qui se fixe sur les parois du fourneau de la pipe) doivent être rendus à la régie sous des peines également très sévères ! La possession en est interdite sous prétexte que les indigènes les plus pauvres refument ces débris.

La suppression de l'opium s'impose en Indo-Chine, cette drogue est funeste aux européens, aux Chinois qui habitent notre colonie et aux indigènes. Mais l'administration trouve un trop grand bénéfice à la

fabrication et à la vente de cette drogue pour qu'on puisse espérer que cette mesure sera prise.

Les monopoles de l'alcool, du sel, de l'opium, ceux de l'arec et du tabac, si contestables à bien des titres, ont eu par surcroît cette fâcheuse conséquence que l'on a décidé de rendre la commune responsable des fraudes commises sur son territoire et les abus qui découlent de cette mesure arbitraire déterminent un mécontentement qui va souvent jusqu'à l'exaspération. La responsabilité des villages en matière de contrebande est obligatoire, s'ils n'ont pas signalé, en temps voulu, la présence des fraudeurs sur leur territoire. L'administration française qui ne connaît pas suffisamment les mœurs et les coutumes des indigènes a eu tort assurément d'imaginer cette répression collective.

Autrefois, lorsque les empereurs d'Annam ont codifié les lois et usages de leur pays, le peuple n'était pas tel qu'il est devenu aujourd'hui. Il respectait l'autorité ; la moralité était plus grande et chacun contribuait au maintien du bon ordre et à la répression des crimes et des délits (dans les cas très rares où cela était nécessaire) ; mais depuis notre prise de possession, nous avons laissé se créer des déclassés, des indisciplinés, des vagabonds, des fauteurs de trouble et de désordre, et la merveilleuse commune annamite sur laquelle nous aurions pu nous appuyer n'existe pour ainsi dire plus, car elle aussi commence à se composer de gens tarés, malhonnêtes et concussionnaires. Dans ces conditions il était imprudent

de demander aux notables leur coopération dans la répression de la fraude, alors qu'ils sont généralement les premiers à en tirer profit ; de même qu'il paraît impossible maintenant à la commune annamite de posséder l'autorité dont elle était investie autrefois, lorsque les habitants qu'elle administrait étaient honnêtes et n'avaient pas les défauts auxquels ils se sont laissé aller depuis l'établissement de notre protectorat.

Incontestablement nos procédés fiscaux sont vexatoires et l'annamite ne s'y accoutume pas ; perpétuellement contrarié dans ses efforts par la surveillance excessive des agents de l'autorité fiscale, il se décourage, son activité s'affaiblit et parfois il abandonne le travail qui le faisait subsister.

Aujourd'hui le mal est avoué par tous, notre organisation coloniale n'est pas appropriée aux besoins locaux : elle fait des déclassés.

M. Gervais, dans son rapport sur le budget des colonies (1906), ne se contente pas de signaler les inconvénients de notre régime fiscal, il appelle également l'attention sur les défauts respectifs de nos méthodes d'enseignement et de notre organisation judiciaire. L'enseignement que nous avons donné jusqu'ici, dans notre colonie, n'a pas été suffisamment professionnel. L'annamite curieux et studieux s'est jeté vers l'école française où l'enseignement revêt un caractère quelque peu superficiel et qui, au lieu de préparer des agriculteurs ou des industriels, prépare plutôt des candidats

au fonctionnarisme. Or nos cadres sont pleins et bon nombre d'indigènes, dépourvus de connaissances pratiques, restent sans situation une fois sortis de l'école, et grossissent l'armée des déclassés !

Quant à l'administration de la justice, son insuffisance est proclamée (1) ! Nos magistrats ne possèdent pas les connaissances nécessaires à l'exercice de leurs fonctions dans ce pays, dont ils ignorent la langue et les mœurs et dont ils ne peuvent comprendre du jour au lendemain l'état d'esprit ; la justice n'est pas rendue.

« Sous le gouvernement annamite, il faut le reconnaître, dit M. Rodier, la justice était davantage à la portée du justiciable... Un indigène se croit-il opprimé, a-t-il subi un dommage, il ne sait plus où présenter sa supplique ; l'administrateur, en effet, qui le comprendrait lui avoue le plus souvent qu'il est désarmé et l'adresse à la justice. Le magistrat qui débute dans sa carrière et n'a pas eu le temps d'étudier ses mœurs et ses coutumes, de saisir sa mentalité, ses aspirations, de comprendre ses besoins, juge sa réclamation enfantine, ou bien encore lui déclare, en homme d'art, que son cas ne se trouve pas dans les codes français. »

Assurément nos codes ne sont pas faits pour le peuple annamite ; ils sont trop sévères pour certaines fautes ou beaucoup trop indulgents pour des crimes ou des délits réprimés en Annam avec une sévérité qui nous

(1) Voir Gervais, p. 105, citant un discours de M. Rodier.

paraît excessive, mais que le législateur indigène avait voulu telle, parce qu'elle répondait à la conception que l'annamite se faisait de la répression judiciaire. Et la législation ancienne était si parfaitement adaptée aux besoins de la population, qu'aujourd'hui encore, dans les contrées où le souvenir des traditions est resté vivace, la sécurité est complète : c'est ainsi que depuis deux ans et demi un seul crime a été commis dans le Quang Binh (1) : vol à main armée, la nuit, qui a valu 9 ans de travaux forcés à son auteur !

Mais, d'une manière générale, la criminalité augmente d'une façon anormale. Des assassinats de colons français sont signalés et les crimes commis sur les biens et les personnes des indigènes se multiplient, parce que la police est insuffisante et parce que nous avons tellement atténué la sévérité des peines, que les mauvais sujets ne sont plus arrêtés, dans l'accomplissement de leurs forfaits, par la crainte d'une répression rigoureuse.

Si les erreurs de notre enseignement et la mauvaise organisation de notre service judiciaire créent des déclassés, le recrutement des tirailleurs indigènes en favorise particulièrement l'augmentation ; les tirailleurs indigènes sont en effet fournis par les villages sur l'ordre des autorités provinciales, qui les engagent pour 6 ans, avec l'obligation pour ces villages de les remplacer en cas de désertion. Or les villages ont pris l'habi-

(1) Cette province compte 2 à 300.000 habitants.

tude de désigner les besogneux qui consentent à partir, à condition d'être bien payés. Généralement marié avant son départ, le tirailleur quitte sa famille qui n'abandonne pas la commune, et, arrivé au chef-lieu, il prend des concubines qui le nourrissent..... s'il change de garnison, il en trouve d'autres..... car il existe maintenant une « femme à soldats », qui change de mari quand la garnison change son contingent militaire.

Après quelque temps d'une vie aussi immorale, le tirailleur perd bien vite le goût du travail et le respect de lui-même, il prend le dégoût du sol natal et de sa famille ; de retour au village, il ne veut plus se remettre à la charrue ; connaissant quelques mots de français, il veut tenir une place dans l'administration de la commune, il essaie de s'improviser homme d'affaires, il ne tarde pas à vivre de vol et de rapine.

Les causes de la crise actuelle sont donc multiples et participent toutes des imperfections nombreuses de notre système de gouvernement, qui, pour n'avoir pas assez tenu compte des habitudes et des goûts de l'indigène, a provoqué un commencement de désorganisation de la société annamite.

Cette idée se dégage nettement de l'examen de certains ouvrages récents qui méritent de retenir l'attention.

C'est une étude sur la commune annamite de M. Malot qui se plaint que nous n'ayons pas respecté les vieux principes du groupe ancestral et envisagé que

la commune était la « seule base et la plus solide à supporter le fardeau de toute organisation ».

L'institution communale a, du reste, fait ses preuves en Annam ou en Chine pendant une durée de plus de quatre mille ans !

C'est une étude sur la « propriété foncière » dans laquelle M. Lejeune s'écrit : « Il ne suffit pas de promettre solennellement au peuple asservi le respect de ses lois, de ses mœurs et de ses coutumes, que l'équité seule, à défaut de toute autre considération, commande d'observer, il faut en outre s'efforcer de tirer tout le parti possible des institutions existantes, pour en faire le point de départ de toute une évolution sociale » (1).

C'est ensuite une étude sur le foyer familial où l'auteur, M. Briffaut, dégage la théorie de l'ordre familial (2), rappelle qu'il est protégé par des dispositions spéciales du Code pénal (4) et conclut que le solidarisme de la *gens* est ébranlé par nos lois européennes (4).

Mais les conclusions de cet ouvrage ne laissent pas seulement entrevoir les causes de la désorganisation du vieux foyer, elles dénoncent aussi celles qui ont provoqué la « lassitude de l'organisme communal » et la « désorientation de l'âme annamite ! »

Le malaise dont souffre notre colonie est, selon l'auteur, moral et social autant qu'économique.

(1) Voir Lejeune, *Régime de la propriété foncière en pays annamite*, p. 144.

(2-3-4) Voir Briffaut *Biens culturels familiaux*, p. 114, 118, 159.

CHAPITRE II

LA POLITIQUE D'ASSOCIATION ET LE VAGABONDAGE.

Il se dégage de toutes les considérations qui précèdent que l'Annamite a été mis sans préparation en face de notre système économique.

Il aurait fallu envisager qu'un grand nombre de problèmes nouveaux allaient naître du contact de l'euro-péen et de l'indigène, de l'apparition de vastes agglomérations urbaines, de la pénétration constante et inévitable résultant des échanges du commerce et de l'industrialisme naissants, et, il eût été prévoyant de protéger l'Annam contre les répercussions que devait provoquer la mise en valeur de son sol selon les méthodes intensives d'Europe, sur sa population adonnée depuis des siècles à l'agriculture et sans expérience du marché international.

Mais nous n'avons pas mis l'indigène à l'abri de la griserie que pouvait lui communiquer la suractivité de notre vie économique, et maintenant il ne recule plus devant l'abandon de sa terre facilement, mais lentement productive, il n'a plus l'amour de la culture ni le même respect de son foyer ; il préfère l'existence plus turbulente des grands centres ; et, comme par son atavisme,

il n'a pas été, assurément, préparé pour de telles luttes et de tels calculs, il n'est pas étonnant qu'il ait été rapidement *désorienté* (1) et qu'après une période de prospérité éphémère, il se prenne à regretter ses anciens usages.

Ainsi peu à peu l'on s'aperçoit que le mal dont souffre notre colonie révèle des causes essentielles et profondes, seules capables d'expliquer le caractère presque endémique de la crise actuelle et de motiver la désaffection lente de l'Annamite vis-à-vis de notre système de gouvernement.

« Sommes-nous solidement installés dans le cœur de l'Annamite ? » (2).

M. Briffaut ne le pense pas et la cause réside pour lui, dans l'irrespect que nous professons de ses mœurs et de ses lois, de ses procédés de gouvernement, de ses méthodes d'enseignement, de sa compréhension même des choses, aussi bien en économie politique qu'en économie sociale !

Aujourd'hui les auteurs sont obligés de comparer l'ancien droit à notre loi imposée, et partout on constate la même erreur : nous avons voulu connaître et administrer l'individu au lieu de nous borner à connaître et à administrer la collectivité existante ; nous avons négligé le principe solidariste qui est à la base de toutes les institutions des jaunes et qui devait se trouver naturelle-

(1) Briffaut, *Biens culturels familiaux*, p. 158.

(2) Briffaut, *Id.*, préface.

ment en désaccord avec les sentiments individualistes par lesquels nous avons été poussés, dans l'application de notre politique indigène, à dégager la personnalité humaine sans respecter les collectivités familiales et communales de l'ancien Annam.

Nous avons *désagrégé* la famille, la propriété, la collectivité communale, irrité la classe dirigeante et accru le nombre des déracinés !

C'est la critique de tout notre système de gouvernement colonial dans sa phase de politique d'assimilation, dont nous ne sommes encore sortis que théoriquement.

Montesquieu dans l'*Esprit des Lois* écrivait au milieu du xviii^e siècle, qu'après la conquête, il ne suffit pas de laisser à la nation vaincue ses lois, mais qu'il est peut-être plus nécessaire de lui laisser ses mœurs ; parce qu'un peuple connaît, aime et défend toujours plus ses mœurs que ses lois.

Et Taine, dans son admirable théorie du milieu, nous dit : « Le génie d'un peuple a beau plier sous une influence étrangère, il se redresse, car elle est temporaire, et il est éternel ; il tient à la chair et au sang, à l'air et au sol, à la structure et au degré d'action des sens et du cerveau ; ce sont là des forces vivaces, incessamment renouvelées, partout présentes, que l'admiration passagère d'une civilisation supérieure ne peut ni détruire ni entamer (1). »

(1) Taine, *Philosophie de l'art*.

Nous étions donc prévenus !

En ce qui concerne l'Indo-Chine en 1889, M. de Lanessan (1), futur gouverneur général de l'Indo-Chine, alors chargé d'une enquête, préconisait l'abandon de la politique d'assimilation :

« Nous avons une malheureuse tendance à considérer nos mœurs, nos coutumes, notre organisation familiale et sociale comme la plus haute expression de la sagesse et de la morale humaine, et nous n'avons pas de préoccupation plus vive que de les installer partout où nous plantons notre drapeau, au risque de nous aliéner l'esprit des populations les plus disposées à subir notre influence et à reconnaître notre autorité... »

Quinze ans plus tard, un ancien ministre des colonies, M. Leygues, au Congrès colonial de 1906, condamnait à nouveau cette politique, en ces termes :

« L'assimilation est une erreur funeste, il y faut renoncer pour toujours !

Il y a dans le génie des diverses races qui peuplent la terre des équivalences, mais il n'y a pas d'identité ! Dès lors pourquoi vouloir imposer nos habitudes d'esprit, nos goûts, nos mœurs et nos lois à des peuples pour lesquels les mots de famille, de société, de propriété ont des significations différentes ?

Ce serait tenter une œuvre inutile parce qu'elle ne pourrait pas réussir, et dangereuse parce qu'elle ne

(1) M. de Lanessan, *L'Indo-Chine française*, p. 61.

pourrait soulever contre nous que défiance et colère !

Le principe fondamental de notre politique coloniale doit être le respect scrupuleux des croyances, des mœurs, des traditions des peuples soumis et protégés !

Notre administration pêche par trop de symétrie, trop de rigueur et trop d'uniformité, il faut la simplifier et l'assouplir !

Aujourd'hui on semble se convaincre enfin ! On cherche la formule nouvelle et on la trouve dans la politique d'association : « A des colonies d'exploitation doit correspondre une politique indigène ».

Vis-à-vis des races d'Indo-Chine et de Madagascar, intelligentes et cultivées, notre devoir est de reconnaître et d'utiliser leurs qualités, de respecter leurs moyens d'action et de les faire petit à petit, sans heurt, coopérer avec des moyens français de prospérité et d'expansion à notre effort commercial » (1).

M. Dubief nous semble avoir trouvé une heureuse formule, lorsqu'il écrit (2) : « La nouvelle politique réside dans la mise en valeur d'une colonie par l'enrichissement des indigènes qui l'habitent.

D'une part, accroître la puissance de production des indigènes pour permettre à la métropole de retirer de ses colonies les denrées spéciales que son propre sol ne peut lui fournir et de s'assurer les matières premières

(1) Discours de Leygues, congrès colonial, 1906.

(2) Dubief, rapport, 1903.

qu'elle est forcée de se procurer actuellement à l'étranger.

D'autre part, augmenter la puissance de consommation des mêmes indigènes pour écouler les produits agricoles et industriels du pays colonisateur. »

Jusqu'ici nous n'avons pas encore mis en pratique ces excellents principes et nous nous sommes peut-être « trop hâtivement écartés de la formule cependant si souple du protectorat » (1).

Notre système de centralisation des pouvoirs nous a conduit à rapporter à l'Etat, au détriment de la famille et de la commune annamites, une partie de la puissance publique dont l'organisation politique des jaunes conçoit la décentralisation ; et à soumettre les diverses collectivités à une tutelle administrative assez sévère.

Pour acquérir les sympathies complètes de ceux que nous prétendons gouverner, il faut moins les dominer par la force des armes et par le contrôle d'une administration décentralisée, que s'imposer à eux par la compréhension de leur vie juridique, la protection de leurs institutions et le développement de leur économie politique, il faut enfin que leurs intérêts soient associés aux nôtres et que notre sauvegarde devienne la leur.

En Indo-Chine plus qu'ailleurs il nous faut tenir

(1) Briffaut, *Biens culturels familiaux*, préface.

compte des habitudes et des goûts de l'indigène, car nous avons essentiellement besoin de lui.

Sous les tropiques il est difficile, sinon impossible, à l'Européen de se plier à un travail manuel continu ; il en résulte que dans notre empire d'Extrême-Orient, les seuls emplois proposés aux colons français sont ceux de directeurs d'exploitation, de surveillants, de contremaitres, et la main-d'œuvre indigène est nécessaire ; elle ne fait d'ailleurs pas défaut et elle est experte aux travaux agricoles.

Les Arabes des territoires militaires de l'Algérie constituent un peuple guerrier par excellence, aimant le bruit de la poudre, se plaisant au combat, aux longues chevauchées ; pasteurs et nomades, ils négligent les travaux de la terre et méprisent les occupations qui contraignent les hommes à mener une vie sédentaire, et ils sont dominés en outre, et guidés, par une religion intransigeante qui semble les rendre à jamais réfractaires à nos usages, leur enseigne le mépris de nos lois et leur fait envisager comme ennemis tous ceux qui ne sont pas sectateurs de leur prophète.

A Madagascar on se heurte à un mélange confus des races les plus étrangères les unes aux autres : Arabes, Malais, Hindous, Hovas, Malgaches y vivent côte à côte, de telle façon qu'il est impossible de définir d'une façon générale le caractère des habitants de notre grande île. Le colonel Lyautey, dans un récent ouvrage,

concluait à l'application d'un mode de gouvernement spécial pour chaque groupe...

En Indo-Chine, au contraire, en dehors des Cambodgiens et des Laotiens qui forment des empires à part, nous nous trouvons partout en contact avec le peuple annamite, un des plus vieux et des plus spirituels du monde ; nous avons affaire à une race intelligente, admirablement douée, sérieusement adonnée au travail, orgueilleuse de son antique origine et de sa longue histoire, et qui, attachée par dessus tout à ses anciens usages et imprégnée en quelque sorte, dans sa profonde conscience des responsabilités collectives, de logique solidariste, semble être arrivée, par une lente conception de ses besoins et par l'effort de ses générations successives, au degré de civilisation le plus propre à son génie.

Il importe donc, en Indo-Chine plus qu'ailleurs, de faire l'application de la politique d'association en tirant le meilleur profit possible des qualités de l'indigène. Mais n'est-il point trop tard déjà, et n'allons-nous point supporter les conséquences de notre imprévoyance politique ?

On réclame un pas en arrière dans la marche vers la misère !

« Nous n'avons pas modifié inconsidérément l'infrastructure économique de l'Indo-Chine sans compromettre la prospérité du pays et notamment les intérêts primordiaux de l'agriculture » (1).

(1) Briffaut, *op. cit.*, p. 161.

Le paupérisme du peuple annamite devient apparent, avec son cortège de troubles locaux, jusqu'à présent, de symptômes de désagrégation sociale et même d'aspirations nouvelles.... Il est indéniable qu'il existe aujourd'hui un grand nombre d'inemployés qui errent de village en village, sans autre foyer que leur barque vagabonde, prêts à se grouper en association de malfaiteurs et aussi en sociétés secrètes à but politique.

« Une population flottante, dit M. Rodier (1), sans cesse accrue, composée de vagabonds de toute sorte, inquiète les habitants honnêtes des campagnes, qui se plaignent avec un véritable accent de désespoir de l'insécurité croissante. »

Ces malfaiteurs dangereux ne peuvent être arrêtés sous l'inculpation de vagabondage, parce qu'ils justifient toujours d'un domicile théorique, et que, d'après l'article 270 du Code pénal métropolitain en vigueur dans la colonie, le défaut de domicile est une condition essentielle pour qu'il y ait délit de vagabondage.

Il semble donc qu'une nouvelle classe sociale se forme, dont les origines ne sont peut-être pas encore bien dégagées, mais tout porte à croire que M. Briffaut (2) a raison d'accuser notre régime fiscal et l'inscription de tous les habitants du village (possédants ou non possédants de biens fonciers) sur les registres d'impôts, et plus encore le morcellement de terres de la

(1) Budget de la Cochinchine pour 1906. Conseil colonial.

(2) Briffaut, *op. cit.*, p. 158.

gens antique et l'octroi de concessions agricoles à tout venant au mépris du droit et des intérêts des groupes familiaux et communaux.

La situation actuelle est relativement récente : ses premiers effets ne remontent qu'à 25 ans environ ; elle n'est pas « le résultat de la perversion naturelle de la race annamite » mais bien « le résultat de notre politique indigène » ; tel est l'avis de M. Rodier.

Dans ces conditions les vagabonds qui inquiètent les habitants de notre Cochinchine, ne sauraient être rendus responsables de leur état. Ils sont moins victimes de leur propre nature que victimes d'une mauvaise organisation sociale ; ce sont des déracinés, des désemparés contre lesquels nous n'avons pas le droit de sévir brutalement. Il ne serait pas logique, ni juste, de poursuivre des malheureux dont nous avons peut-être provoqué la misère ; d'ailleurs, la répression pénale pas plus que l'emploi de la force militaire ne sont des solutions définitives d'une crise sociale.

L'Annamite, avant notre arrivée, ignorait la propriété individuelle et les lois égoïstes qui en découlent. Accoutumé à la vie sédentaire et agricole, solidaire de sa *gens*, il cultivait le patrimoine collectif et ne possédait rien en propre.

Aujourd'hui nous avons détruit l'harmonie de sa collectivité familiale et nous l'avons pour ainsi dire isolé.

Privé de l'appui tutélaire de sa *gens*, généralement sans ressources, il perd le goût du travail, il n'a nul

regret d'abandonner son sol, il devient vagabond.

M. de Lanessan, tout dernièrement, dans un article sur la crise coloniale, écrivait : « Tandis que les populations sédentaires plus ou moins aisées et instruites de notre Indo-Chine protestent contre les charges que leur impose l'administration directe ou demandent à entrer dans cette administration, les populations moins solidement établies sur nos territoires et plus pauvres, le quittent pour se soustraire à notre domination et à cette fiscalité.

« Le Laos se dépeuple ainsi petit à petit ; une notable partie de ses habitants a traversé le Mékong pour aller s'établir sur la rive siamoise où les libertés sont plus grandes et les impôts moins lourds.

« Ce fait est intéressant comme forme particulière d'émigration des indigènes, parce qu'il se produit dans tous les pays dont les habitants sont assez pauvres pour qu'il leur soit loisible de se déplacer sans rien laisser derrière eux.

« On le constate sur les confins désertiques de l'Algérie, de la Tunisie, de l'Egypte ou pour mieux dire du Soudan égyptien, et sur une grande échelle dans le Congo belge et français. »

M. de Lanessan ne fait allusion en Indo-Chine qu'au Laos ; mais le péril n'est-il pas partout en Cochinchine comme au Tonkin ? Et le vagabondage dont nous voulons parler n'est-il pas le premier symptôme d'un véritable exode ?

Nous sommes responsables de la situation présente ; notre erreur a été de ne pas tenir compte des conceptions que les Sino-Annamites se faisaient de l'ordre social. Nous pensons qu'il conviendrait, s'il en est encore temps, de revenir à cet ordre social, de le maintenir et de le compléter, en nous efforçant de remettre dans la bonne voie les nombreux déclassés qui troublent actuellement notre colonie.

Les vagabonds furent connus dans l'ancien Annam, mais des mesures efficaces avaient été prises en leur faveur, et non pas seulement contre eux.

Après avoir retracé brièvement l'idéal social des Sino-Annamites, leur conception de la famille, de la propriété, de la commune, nous montrerons comment l'Etat, soucieux du bonheur du peuple, s'est efforcé de le protéger contre le paupérisme, sévissant principalement sous la forme actuelle du vagabondage et nous verrons qu'il a conçu pour cela toute une série de mesures propres à l'enrayer et même à le réduire, ne réservant la sévérité des lois pénales qu'aux récalcitrants et aux irréductibles !

DEUXIÈME PARTIE

LE VAGABONDAGE DANS LES INSTITUTIONS ANNAMITES

CHAPITRE PREMIER

L'ORGANISATION SOCIALE DE L'ANCIEN ANNAM.

L'organisme social des jaunes, on le sait, comprend trois rouages essentiels : la famille, la commune et l'Etat. L'individu n'est point en lui-même une entité sociale complètement dégagée ; les solidaristes que sont les jaunes ne peuvent concevoir la parfaite indépendance d'un homme, quel qu'il soit.

*
* *

a) Leur conception fondamentale, celle d'ailleurs du confucianisme, est le patriarcat ; il existe une grande famille du monde formée par une trinité, le ciel, qui est le père, la terre qui est la mère, l'homme qui est l'enfant ;

Il existe une grande famille de l'Etat, où l'Empereur

représente le ciel et la terre ; les sujets sont ses enfants ; les ministres sont ses fils aînés ;

Il existe enfin une famille naturelle qui est tout ensemble l'*unité politique et sociale* (1).

L'originalité de cette famille ne consiste pas cependant dans le caractère patriarcal qu'elle revêt ; ce type s'est rencontré ailleurs, mais chez les Sino-Annamites il a été « si bien organisé et si bien adapté au tempérament de la race dès l'origine qu'il est resté immuable dans ses traits fondamentaux ». M. Pene Siefert écrit même : « Nous avons dans la famille chinoise un exemple unique sur la terre d'une institution qui n'a pas varié depuis 50 siècles et qui a dominé toutes les coutumes, tous les rites, toutes les relations sociales et jusqu'à la nature des occupations privées » et plus loin : « Par le maintien de son organisation religieuse au premier chef, s'étendant du foyer au tombeau commun et se prolongeant à l'infini par le culte des ancêtres, qui rattache le présent au passé comme à l'avenir le plus lointain, la famille suffirait à expliquer la durée, unique dans l'histoire, de la Chine. »

La famille vit sous le régime normal de la propriété collective (et non de l'indivision comme on le répète trop souvent) (2) ; le partage ne constitue qu'une exception dont le Code ne semble faire mention qu'à regret par

(1) V. Pene Siefert.

(2) Briffaut, *Biens culturels familiaux*.

le soin qu'il a pris apparemment d'en restreindre la possibilité et les effets dissolvants.

Autour du chef de la parenté, vivent groupés les chefs de famille, les parents prééminents et inférieurs, les petits-fils, les esclaves et les bâtards (dont l'art. 83 fait mention).

Tous les membres de la famille sont frappés, au profit du chef, d'une *capitis deminutio* qui leur interdit tout acte personnel de disposition sur les biens de la collectivité ; nul ne peut engager personnellement la collectivité. « La famille (Explic. coord. art. 283) relève d'une seule personne qui est prééminente, l'aïeul ou le père, à leur défaut l'aïeule ou la mère. » Le chef de famille est chef religieux, il est aussi administrateur des biens patrimoniaux dont il garde sa vie durant la haute direction, et qu'il doit gérer dans l'intérêt collectif. »

Una domus, pourrait-on dire *communia omnia*. L'individu disparaît dans la collectivité dont il ne peut se dégager qu'accidentellement ; elle seule est *sui juris*, par l'intermédiaire de son chef ; l'individu est perpétuellement en tutelle.

Une seule religion, la religion familiale ; un seul foyer, le foyer familial ; une seule propriété, la propriété familiale, un seul chef, chef juridique et chef social, par conséquent un seul responsable, le chef de famille, et un seul honneur : le sien !

C'est à la glorification du foyer familial que chacun

travaille, à sa prospérité et à sa continuité à travers les siècles. L'Annamite et le Chinois n'ont pas d'autre rêve et jamais, avant l'influence de nos idées européennes, ils n'avaient agité d'autre problème !

Fixés au sol qu'ils cultivent depuis des siècles, les Sino-Annamites ont un tel amour pour leur patrimoine, qu'ils le considèrent comme sacré et ne s'en dessaisissent que contraints et forcés ; même riches, ils préfèrent donner en gage leurs enfants que leurs terres et engager leurs terres plutôt que de les vendre à titre définitif (1).

La famille idéale est agricole et sédentaire. Ses membres doivent être groupés collectivement autour de leur chef et rester fixés au sol où dorment leurs ancêtres et à la maison où brûlent les parfums et l'encens du foyer. La famille est vouée à l'immobilité.

Les Sino-Annamites tiennent tant à leur cercle familial « qu'ils sont réfractaires à tout ce qui les en tire, comme la grande industrie et la grande propriété ». Ils aiment la terre, ils y sont attachés « par leur attachisme, par l'amour de leur foyer, par la religion de leurs ancêtres qui sont enterrés là » (2) et seuls ils peuvent prétendre orgueilleusement descendre des premières *gentes*, qu'ils appellent les 100 familles, et en reproduire presque fidèlement, encore aujourd'hui, les anciens *usa gsi*

(1) Certains textes du Code portent la trace de cette conception. V. Briffaut, 25 et 28 (Escl. et engag. pour dette).

(2) Voir Pene Siefert, *Jaunes et Blancs en Chine*.

b) « La commune est une fédération de familles ou de tribus, fixées sur un emplacement qu'elles s'engagent à mettre en culture ».

Nous n'entrerons pas dans le détail de son organisation, il suffira d'en dégager le caractère essentiel : ce qui frappe le plus dans l'organisation de la commune c'est que la collectivité du village a toutes les apparences d'un « syndicat agricole fondé entre propriétaires fonciers » (1).

C'est là le trait fondamental du droit communal : pas d'intérêt, pas de pouvoir ; seuls sont solidaires, et seuls sont dignes de diriger la vie politique de la commune les possesseurs du sol qui le cultivent et le transmettent à leurs héritiers.

La commune n'est point ouverte à quiconque se présente, au vagabond ou à l'ouvrier : elle ne comprend d'abord que les familles qui l'ont fondée, ce n'est que peu à peu que sa population s'accroît d'éléments nouveaux, par une adaptation lente et raisonnée. Les dân lau ne sont que tolérés sur le territoire communal par les propriétaires fonciers, et leur situation précaire a quelque analogie avec celle de l'ouvrier d'industrie de nos pays, qui est obligé, pour gagner sa vie, d'aller de ville en ville, au gré des chômages et des déplacements de l'activité économique.

c) Le solidarisme se trouve donc à la base des rela-

(1) Voir Briffaut, *Biens cultuels familiaux*, p. 155.

tions familiales et communales. Cela ressort évidemment de l'exposé succinct que nous venons de faire de ces deux institutions : famille et commune.

Les membres de la *gens* sont solidaires entre eux, au point que la faute de l'un peut rejaillir sur tous (l'art. 307 D. II nous fournit un argument de texte), de même que les citoyens dans la commune sont solidaires au point de vue de l'impôt et des délits commis sur son territoire.

Mais à la base de l'Etat lui-même, qui par sa structure, par son fonctionnement est en grand la reproduction de la famille, ce solidarisme existe !

L'Etat est à la fois un « agrégat de familles et de communes formé autour d'un noyau central à la façon de certains cristaux, et une synthèse vivante et supérieure de cet agrégat. Ce qu'est pour la famille le chef assisté de ses membres adultes, l'empereur et ses grands conseils le sont pour l'Etat » (1).

L'empereur lui-même, qui doit être le « père de ses sujets et doit placer son idéal dans l'humanité » est solidaire de son peuple et responsable devant le ciel.

Le solidarisme est partout et par suite d'un atavisme millénaire dont l'influence se fait sentir sur l'Annamite et sur le Japonais (2), le Chinois ne peut concevoir la vie sociale dans l'état d'individualisme, il semble avoir

(1) Pene Siefert, p. 166.

(2) Le Code annamite procède comme le Code japonais. Voir Mazeliès, *Le Japon*.

peur de l'isolement et ne peut se mouvoir avec aisance s'il ne sent la protection et l'appui tutélaires du solidarisme de la famille et de la commune, les deux régulateurs de ses mouvements, les deux faces de son idéal social.

On conçoit dès lors étant donné cette organisation sociale et l'inspiration solidariste qui la pénètre si profondément, que l'Etat ait envisagé largement son rôle de protecteur du peuple et l'on s'explique que la législation annamite contienne un grand nombre de dispositions en faveur des faibles, en faveur de ceux qu'une calamité quelconque a éprouvés, en faveur des vagabonds qu'elle tente par tous les moyens possibles, par des exhortations patientes et, s'il le faut, par la force, de réadapter à la société organisée.

De tous temps les crises économiques ont provoqué le tumulte des revendications plébéiennes et les lois agraires à Rome et à Athènes, comme aujourd'hui les lois industrielles, sont autant de satisfactions données au prolétariat et marquent l'effort constant des sociétés contre le paupérisme.

En Chine, la plèbe non possédante a dès longtemps tenté de se rebeller contre la misère et les réformes agraires semblent bien avoir été à la base des principaux soulèvements qui troublèrent les deux empires à leur début. M. Pene Siefert nous instruit sur ce point, et tandis qu'il relate les effets de l'instabilité de la possession foncière au cours des premiers siècles, il dénonce la prin-

cipale cause de la misère dont certaines provinces eurent à souffrir : la surpopulation. Aujourd'hui les mêmes phénomènes sociaux se retrouvent en Chine, dus comme depuis des siècles à la mauvaise distribution des richesses et plus encore que jamais à une surpopulation intense et dont on n'est point prêt d'entrevoir l'arrêt. C'est à cette surpopulation sur un sol trop restreint, que le Chinois doit d'avoir abandonné peu à peu la culture de la terre (qu'il travaille d'ailleurs avec des procédés rudimentaires dont la modernisation seule pourrait faire obtenir un rendement supérieur), et d'avoir acquis ces qualités d'habileté commerciale qui le distinguent entre tous les peuples. L'industrialisme le tente depuis peu et lui fournit déjà un nouveau débouché ; mais son territoire toujours surpeuplé ne peut encore le contenir (2) et il est condamné à l'exode (3).

En Annam le paupérisme n'eut jamais pour cause la surpopulation, mais il n'en exista pas moins toujours,

(1) V. Pene Siefert, *Jaunes et Blancs en Chine*, p. 176 à 199, 64 et 65.

(2) V. Pene-Siefert, *op.cit.*, p. 63-113 ; Pauthier, *Chine moderne*, p. 190.

(3) L'effort de notre première occupation en Indo-Chine a été d'apprendre aux Chinois à respecter les frontières de notre colonie. Organisés en bande, ils pirataient sans merci et même ils tentent de pirater encore sur nos terres d'Annam. M. Doumer prétend être parvenu à contenir le flot envahissant (dans son livre sur l'Indo-Chine M. Doumer donne des chiffres qui permettent de se rendre compte de l'effort accompli contre la piraterie) ; mais c'est une tâche qui se renouvelle sans cesse, et si les Chinois ne troublent plus guère nos possessions par les méfaits de leur piraterie, ils les inquiètent peut-être plus profondément par l'influence de leurs sociétés secrètes (V. Scheirner, *Histoire d'Annam*),

comme partout. Les empereurs annamites se préoccupèrent de combattre ce mal sans cesse renaissant, mais ils ne s'attardèrent point à essayer de le réduire par la force ; ils ne se contentèrent pas de protéger l'ordre public en prenant contre les vagabonds des mesures coercitives peut-être utiles contre les irréductibles et les criminels, ils s'efforcèrent avant tout d'empêcher la misère de s'abattre sur le peuple à la faveur d'événements naturels tels que les inondations, les invasions de sauterelles et d'autres fléaux qui sévissent fréquemment sur les contrées extrême-orientales ; ils parvinrent à réduire le nombre des pauvres en protégeant les vieillards, les enfants et les femmes, enfin ils imaginèrent des méthodes d'adaptation et de réadaptation en faveur des errants, évitant ainsi, dans une certaine mesure, les conséquences économiques et sociales du paupérisme chronique, le vagabondage ou la piraterie en bandes, la misère des campagnes et des villes, la disette générale et, plus encore, la formation d'une plèbe turbulente et politiquement dangereuse.

L'Etat sino-annamite ne tient guère à vaincre par la force les résistances de ses sujets, il préfère les exhorter, les encourager, il désire que l'errant ait un foyer et pour lui faire obtenir ce résultat il facilite son inscription sur les registres communaux, il lui concède gratuitement une parcelle de terre, il fonde même pour lui des cités nouvelles !

Mais le problème n'est pas facilement résolu. Il sub-

siste, théoriquement, une catégorie de vagabonds irréductibles, dont les conceptions sociales retardent pour ainsi dire et pour qui la vie errante est l'état idéal ! S'il est admissible et probable que bon nombre de vagabonds n'hésitent pas à fonder un nouveau foyer, parce qu'ils ne sont en réalité que des déracinés, victimes de quelque perturbation économique, il est également probable que les errants véritables, ceux qui par nature sont réfractaires à la vie en société, ne se laissent pas convaincre !

Vis-à-vis de ces derniers la bonté et la magnanimité seraient un leurre, et il semble que la société organisée n'ait plus qu'à employer la force ? Le législateur sino-annamite n'admet pas en principe que l'irréductible doive être poursuivi par la loi pénale et il ne considère pas le vagabond comme délinquant.

Cependant l'expérience prouve qu'il ne peut subsister longtemps sans violer les lois civiles des groupes organisés et sans devenir criminel. La société a le droit dès lors de se protéger contre lui et de lui appliquer les rigueurs de la loi pénale ; mais la clémence ne perd pas tous ses droits et l'Etat, vraiment obstiné à sa tâche, essaie une dernière fois, de sauver l'irréductible, en l'envoyant aux frontières éloignées, pour défricher des terrains vierges, qui pourront un jour lui appartenir.

Ainsi les gouvernements annamites ont cherché des remèdes au paupérisme, ils ont regardé le péril en face, et, confiants dans la valeur des principes moraux qui

guidaient leur conduite, ils se sont attachés avec ténacité à relever les désemparés de la vie, sans vouloir admettre qu'ils dussent être irrémédiablement abandonnés, même quand ils avaient péché contre l'ordre social.

CHAPITRE II

THÉORIE DU VAGABONDAGE.

Quelles formules emploie le code annamite pour désigner les vagabonds. — Ce que veut l'Etat, nous l'avons dit, c'est permettre à chacun de vivre sédentaire sur la terre impériale. En principe, il parvient à son but en obligeant chacun à avoir un domicile fixe. Si l'on parcourt les codes chinois et annamites on constate que les mots de pauvres, gens de condition vile, errants, gens sans moyen d'existence, inconnus, non inscrits, sont employés indifféremment pour désigner les vagabonds. Les gens de condition vile sont non seulement les esclaves, mais les prolétaires obligés de travailler pour autrui (1) ; la distinction est grande entre eux et les membres de la famille sédentaire, qui, elle, est honorable ; la démarcation est si profonde que le mariage est interdit entre membres de ces deux classes sociales (art. 107) ;

« Si toutes les pertes étant couvertes et compensées, dit le décret 15 de l'article 85, il reste encore un excédent de terres, on appellera des gens *pauvres* et *sans propriété* pour les prendre et les mettre en culture. » Traitant

(1) Briffaut, *Esclavage et engagement pour dettes*, p. 13,

de la recherche des personnes non inscrites, l'article 74 ajoute que « s'il s'agit de personnes *sans moyen d'existence*, pour une ou deux personnes, on ne poursuivra aucune peine. »

On peut être, en effet, non inscrit et posséder des propriétés, mais alors, on fraude l'Etat d'une façon plus grave que le pauvre qui a négligé de se faire inscrire.

L'article 247 D. I, emploie l'expression de *vagabonds* et *inconnus* ; le douzième décret qui suit s'occupe du rapatriement des gens *errants* à leur lieu d'origine.

Enfin, les meilleures formules nous sont données par le D. I. de l'article 281 :

« Si dans la capitale ou dans les provinces, des individus qui ne sont *inscrits sur aucun rôle* s'attribuent l'autorité de personnes puissantes... » et par le D. VI de l'article 247 qui emploie l'expression très caractéristique de *personnes sans domicile*. »

C'est en effet le caractère essentiel de la classe errante de n'être inscrite sur aucun rôle, d'échapper à tout contrôle, à toute surveillance, de n'avoir ni foyer, ni domicile.

Théorie du domicile. — Il est donc intéressant de rechercher la théorie du domicile. Le Code, bien qu'il en fasse sans cesse l'application, ne contient pas d'une manière impérative le principe du domicile.

D'après l'ordonnance de Tu Duc (1852), article 74, il semble que le domicile soit déterminé par « l'inscription » sur les rôles d'une commune :

« Lorsque les magistrats des tribunaux s'apercevront, au cours de l'instruction des affaires qu'ils auront à examiner, qu'il se trouve parmi les prévenus ou les témoins des *personnes non inscrites sur les rôles*, ils devront, si ces personnes sont âgées de 18 à 55 ans, leur faire mentionner sur leurs déclarations et sous leur responsabilité personnelle, *si elles possèdent ou non des biens d'une famille*. Ils devront faire faire également par les ly-truong et notables de la commune de la personne non inscrite, une déclaration claire et précise contenant ces mêmes renseignements. *Ceux qui posséderont des biens et une famille seront, à l'expiration de leurs peines, remis à leur village d'origine ou à celui de leur résidence pour être inscrits sur les rôles et supporter toutes les charges du village.*

Ceux qui n'auront ni biens, ni famille seront remis à leur village d'origine ou à celui de leur résidence qui devra les inscrire sur ses rôles. »

Toute personne par conséquent doit être inscrite sur les rôles de son village d'origine ou bien sur les rôles du village de sa résidence, mais c'est au *village d'origine* qu'il faut en principe se fixer et se faire inscrire.

L'article 73, ord. 35^e année, Tu Duc nous instruit sur ce point :

« Les fonctionnaires de phù et hùyen devront de temps en temps rechercher les personnes qui ne résident pas dans leur village d'origine. Si ces personnes habitent les villages où elles résident depuis plusieurs générations

au point de s'y être créé une famille ou une situation, ou si ces personnes sont *pauvres et misérables et ont leur village d'origine trop éloigné* pour qu'il soit pratique de les y renvoyer, ou encore s'il s'agit de personnes qui se seraient égarées dès leur jeune âge et qui ne se souviendraient plus de leur lieu d'origine, et qu'elles demandent à se fixer définitivement dans les villages où elles résident, on pourra les faire *inscrire sur les rôles du village de leur résidence*. Si ce sont des fils ou des frères cadets qui résident dans un certain village, que ce soit le pays d'origine de leur mère ou de leur femme et qu'ils n'y possèdent aucun établissement sérieux, alors que leur père ou leur frère aîné habitent leur village d'origine et que ces lieux sont à proximité suffisante de leur village d'origine pour qu'il soit facile de les y renvoyer, bien qu'ils demandent à se fixer définitivement dans le village de leur résidence, *on leur enjoindra de retourner dans leur village d'inscription*, afin de réprimer les fraudes et les dissimulations et de conserver aux rôles d'inscription toute leur stabilité. »

Quoi qu'il en soit, le lieu d'inscription étant établi, il n'appartient pas aux familles ni aux individus de le déplacer par pure fantaisie et encore moins de le fuir pour éviter des charges personnelles.

ART. 80 (extrait). — « Toutes les fois qu'une famille du peuple aura fui dans un district chau ou huyen, voisin du sien, dans le but de se soustraire aux charges personnelles, la peine sera de cent coups de truong ; la

famille sera *renvoyée à son ancien lieu d'inscription* pour y satisfaire aux charges légales. »

Même à la suite de calamités la loi ne tolère pas facilement l'exode des familles agricoles.

L'article 85 des statuts impériaux de l'Empire des Thanh nous fixe sur ce point :

« Aussitôt qu'il surviendra quelque calamité, les tri-châu et tri-huyên adresseront des proclamations au peuple, informant que personne ne doit aller au loin pour chercher sa nourriture et abandonner ses foyers ; ils feront aussitôt distribuer un mois de rations en grain pour satisfaire aux premiers besoins. Quant aux personnes qui auraient déjà quitté leurs foyers, les fonctionnaires chargés de l'administration des lieux où elles se rendront devront les exhorter à retourner dans leurs foyers, pour y participer aux secours qui y seront distribués. Les vieillards, les infirmes et autres personnes faibles pourront rester provisoirement et être entretenus ; au printemps on les renverra chez eux. Ceux qui voudraient retourner et qui n'en auraient pas les moyens, recevront un secours proportionné aux dépenses à faire pour le voyage. »

Mais si des familles ont cultivé des terres nouvelles sur les lieux où elles ont été s'établir, on les inscrira par tolérance sur les rôles du village de leur résidence présente :

« ART. 80 D. I. — Lorsque, par suite de guerres ou de calamités, la population se sera dispersée et aura pris la

fuite et que l'autorité l'aura rappelée à plusieurs reprises en lui ordonnant de revenir à ses anciens rôles d'inscription, de reprendre ses occupations et de satisfaire aux charges légales, si des personnes sont en fuite depuis de longues années et sont allées dans des phu, chau ou huyên éloignés, on dressera des états des familles en fuite pour les communiquer partout ; ces états feront mention des noms de famille et des noms personnels, du lieu d'origine et du nombre des personnes en fuite ; on y indiquera également si elles proviennent des rôles militaires, du peuple, des artisans ou des autres classes de personnes ; enfin, la quantité des impôts en espèces et en grains des rizières et terres abandonnées, et si dans leur ancien lieu d'inscription elles ont, ou n'ont pas, laissé quelqu'un pour satisfaire à l'acquittement de leurs impôts ou charges personnelles.

Ces avis seront envoyés aux gouverneurs de toutes les provinces qui feront ordonner à ces personnes de retourner à leurs occupations. *Celles qui auront établi leur famille et qui se seront créé une position, qui voudront se faire inscrire sur les rôles du lieu où elles seront allées s'établir recevront une attestation relative à leur famille et à leurs terres et elles seront annexées aux rôles et soumises aux charges légales.* Si, parmi ces personnes, il en est qui ne se déclarent pas elles-mêmes ou qui, quoique se déclarant elles-mêmes, ne déclarent pas complètement le nombre des personnes de leur famille, ou bien qui prennent de nouveau la fuite et se rendent dans un au-

tre lieu, elles seront, ainsi que ceux qui les cacheront sans les dénoncer, dans chaque cas, punies de 100 coups de truong. »

La loi ne peut prononcer l'interdiction de séjour contre un criminel, ni lui interdire le retour dans son village d'origine. Le condamné devra donc en principe rejoindre sa *gens* et son village à l'expiration de sa peine.

Cependant dans les cas de crimes atroces emportant condamnation à l'exil et à la transportation, aux travaux pénibles, le domicile se trouve modifié de plein droit ; les membres de la famille du condamné le suivent et sont annexés aux rôles de population du lieu d'exil.

ART. 14. — « Toutes les fois qu'un homme aura été condamné à l'exil, son épouse et ses concubines le suivront ; si son aïeul, son père, ses enfants et petits-enfants veulent le suivre, on fera droit à leur demande. Les membres de la famille des condamnés à la transportation (qui les suivent et vont avec eux) seront encore dans le même cas. »

On veut donc que le condamné ait une famille et en jouisse ; ses parents ne sont pas tenus de l'accompagner ; s'ils le demandent, cela leur est accordé pour répondre à leur sentiment de pitié, mais ce domicile d'exil peut n'être que provisoire pour eux, s'ils ont un domicile d'origine.

ART. 14, D. I. — « Si les condamnés à l'exil ou à la transportation (les vrais coupables) viennent à mourir, les membres de leur famille, quoiqu'ils soient déjà

annexés (inscrits) sur les rôles de population (du lieu où les condamnés subissaient leur peine) seront, s'ils le désirent, autorisés à retourner à leur lieu d'origine (on se conformera à ceci pour les condamnés à la servitude militaire); s'il s'agit de ceux qui sont exilés nonobstant une amnistie pour complot de rébellion, grande rébellion ou trahison, ainsi que pour fabrication et possession de poisons, pour mutilations sur une personne vivante ou pour meurtre de trois personnes d'une même famille, les membres de leur famille ne sont pas compris dans la loi qui autorise le retour. »

L'Etat établit donc, en principe pour combattre le vagabondage, que chacun doit être inscrit sur les rôles d'un village, c'est-à-dire avoir un domicile stable qui ne peut pas être modifié par caprice.

Ce qu'il y a de remarquable dans la législation sino-annamite, c'est qu'elle ne se borne pas à imposer, en quelque sorte, un domicile à l'errant, mais qu'elle s'efforce de l'adapter au milieu agricole.

L'ordonnance de Tu Duc, art. 74 (1852), déclare que « les errants seront étroitement surveillés par leurs parents ou, à leur défaut, par le maire et les notables, qui les *exhorteront* à travailler de toutes leurs forces pour se créer une situation et acquérir quelque bien ».

Le législateur sino-annamite comprend donc qu'il ne suffit pas, pour aboutir à la stabilisation de l'individu, de lui imposer un domicile fictif, mais qu'il faut encore

procéder à son relèvement moral et social, et que ce relèvement ne peut être opéré que par le travail.

I. — *Le vagabondage est-il un délit ?*

En principe le vagabond est considéré comme irresponsable de son état et le gouvernement, qui fait tout son possible pour le secourir, lui offre les moyens de devenir sédentaire. S'il résiste, s'il manifeste une mauvaise volonté, c'est que sa nature est mauvaise, c'est qu'il est enclin au mal ou qu'il est sur le point de s'y laisser aller ! Un vagabond devient facilement un malfaiteur, et souvent le législateur vise l'un et l'autre dans ses prescriptions d'ordre public :

« ... S'il se trouve quelque *vagabond* ou *malfaiteur*, il sera expulsé... » (Décret V, art. 247) ;

« ... S'il arrive que quelque *malfaiteur vagabond* profite d'un jugement pour réclamer une parenté imaginaire avec le défunt... il sera puni... » (Décret IX, art. 253) ;

« ... Ceux qui s'exercent et s'adonnent au jeu doivent certainement à la fin oublier leur métier, abandonner et délaisser le soin de leur famille, et ils sont comparables aux *malfaiteurs* et aux *vagabonds* qui entraînent les autres dans la dissolution... » (Commentaire officiel de l'article 343) ;

« ... Lorsqu'on aura saisi et arrêté des *gens sans moyen d'existence et sans aveu*, coupables d'avoir établi un tripot, ils seront marqués de caractères dont le sens est : vagabond coupable d'incitation au jeu. »

La loi est autant que possible indulgente pour les errants, elle prend des mesures en quelque sorte préventives à leur sujet, elle ne les punit pas pour le seul fait d'être vagabonds ; mais elle interdit de les accueillir chez soi, de les recueillir, de les protéger, et, à plus forte raison, quand ils sont criminels, elle interdit de leur servir d'espion ou de recéleur :

ART. 247, D. I. — « Les gérants de biens et intendants, les serviteurs, fermiers et autres personnes dépendant des parents du souverain et des dignitaires méritants, ainsi que les grandes familles de personnes de condition militaire ou du peuple, qui auront accueilli des gens *vagabonds et inconnus* et qui auront recélé deux voleurs à force ouverte et au-dessus, ou cinq voleurs furtifs et au-dessus dans leur maison, en participant au produit de leurs actes illicites, seront toujours punis de la servitude militaire à une frontière rapprochée ; s'ils sont auteurs de l'idée ou s'ils ont participé au complot, dans chaque cas, ils seront jugés selon la loi et en graduant leur peine en suivant la disposition la plus sévère. Si des parents du souverain ou si des dignitaires méritants sont impliqués dans l'affaire, ils seront jugés après enquête et rapport au gouvernement » (art. 247, Décret I).

Le décret V du même article, ajoute :

« Relativement à tout malfaiteur, *vagabond inconnu et errant* qui rode ou demeure dans la ville capitale, il est ordonné aux fonctionnaires chargés de la surveil-

lance de la ville d'inspecter, à des époques indéterminées, les auberges, les monastères et les temples et de recueillir les déclarations positives sous la responsabilité des déclarants, des chefs de ces établissements, qu'aucun d'eux ne renferme de telles gens. Ces déclarations serviront de preuve au besoin. Les divers tribunaux et services interrogeront les gens qui louent des maisons pour y habiter ; ils ordonneront aux propriétaires de ces maisons de se renseigner d'une façon positive et de se porter caution pour les personnes qui viennent d'ailleurs. Ils ordonneront également aux deux voisins de faire une enquête à ce sujet. S'il se trouve quelque vagabond ou malfaiteur, *il sera expulsé*. Si quelqu'un est d'accord avec de tels vagabonds et reçoit de l'argent pour les tolérer et les conserver, en outre desdits coupables qui seront jugés selon les lois et renvoyés à leur lieu d'origine, les chefs des établissements où ils auront été reçus et conservés, qu'ils soient maîtres d'auberge, chefs de temples ou de couvents quelconques, ou propriétaires de maisons louées seront jugés et punis. »

Enfin on lit dans le décret 6 :

« S'ils s'agit d'avoir accueilli des *personnes sans domicile*, de les avoir conservées et tolérées chez soi, et que l'accusé ne soit également ni auteur de l'idée ni coupable d'avoir participé au complot, il sera seulement condamné à la déportation. »

En vertu de ces décrets dont la portée est générale, malgré que le décret V semble avoir été pris pour les

besoins de la ville capitale, le vagabond criminel ou non doit être expulsé des grands centres (et remis à son village d'origine, si possible). Le vagabond simplement vagabond ne subit pas de condamnation, on essaie seulement de le réinstaller dans la vie sédentaire. Au contraire l'hôtelier coupable de l'avoir « conservé et toléré » chez lui, est sévèrement puni : il est déporté !

Quelle est donc la cause de cette rigueur extraordinaire de la loi ? C'est que l'ordre public est en jeu. Il faut éviter absolument la formation de bandes errantes, prêtes à tout, comme celles qui ont quelquefois facilité aux usurpateurs l'accès au trône ! Les vagabonds réunis en foule peuvent devenir dangereux pour les villages et la sécurité de l'Etat lui-même, car si leur foule s'organise en association de bandits et trouve un chef politique, elle peut provoquer subitement un mouvement révolutionnaire.

Le rôle des bandits en Chine et en Annam a dû être de tout temps considérable, si l'on en juge toutefois par les prescriptions des codes, si nombreuses sur ce sujet. La loi parle souvent des malfaiteurs, de leurs chefs, de leurs complices, de leurs espions, de leurs repaires (art. 247 et ses décrets) et certains textes épars dans les codes (1) nous apprennent qu'ils fomentent des rixes, tentent de délivrer leurs affiliés dans les prisons de l'Etat (art. 271 et 236, D. I.), se livrent au pillage des villages sans défense, incendient, violent, tuent...

(1) Voir articles : 29, art. 179 et c. o., 238 D. III, art. 90, 190 D. I. 326, D. IV.

« Toutes les fois qu'il s'agira de voleurs à forcé ouverte qui auront commis un homicide, incendié et brûlé des habitations, violé et déshonoré des épouses ou des filles, envahi des prisons et enlevé des détenus, pillé des greniers ou des magasins, ou bien qui auront envahi l'enceinte d'une ville ou un tribunal public, ou qui se seront réunis au nombre de cent personnes et au-dessus... » (art. 235, décret I).

« Toutes les fois que des voleurs à force ouverte, munis d'arcs et de flèches ou d'autres armes de guerre, auront commis des actes de pillage en plein jour, sur la voie publique... » (art. 235, décret II).

« Lorsque des malfaiteurs qui 'auront allumé un incendie par vengeance, ou lorsque des brigands qui sans cause font naître des difficultés, agissent avec violence et cruauté et troublent la paix publique... », (art. 235, décret III).

Parfois ces malfaiteurs prétendent chasser les possesseurs du sol et cultiver à leur place ; c'est en quelque sorte de la réadaptation par la force, en tous cas un procédé révolutionnaire !

L'article 326, D. III envisage un cas tout à fait significatif à cet égard :

« Ceux qui auront frauduleusement assumé les noms et la qualité de personnes de la famille ou de la maison de hauts dignitaires ou de fonctionnaires attachés à la personne du souverain, agissant abusivement envers les autorités communales, suscitant des affaires pour

nuire au peuple, usurpant par violence des rizières, des terres ou des maisons et *appelant des vagabonds pour demeurer sur ces terres et les cultiver*, devront être arrêtés et jugés par les fonctionnaires compétents du lieu où les faits seront connus... »

L'ordonnance de Tu Duc, 9^e année, 1856, article 190, démontre qu'on supposait les chefs de canton et aussi les notables des communes, capables d'ameuter la foule des malfaiteurs et de l'utiliser pour dominer le village :

« Il est interdit aux chefs de canton, aux ly-truong et aux notables... de se lier avec des individus mal famés ».

Des textes nombreux que nous venons de citer, il ressort, jusqu'à l'évidence, que les dispositions prises par le législateur annamite n'ont pas d'autre but que d'empêcher le vagabond, candidat naturel au crime et au délit, de s'unir aux malfaiteurs qui troublent la paix des villages et la sécurité de l'Etat.

Mais le vagabond n'est pas considéré comme délinquant pour le seul fait de n'avoir pas de domicile et il n'est punissable que s'il se comporte comme un bandit.

II. — *Le vagabondage peut devenir un délit.*

Si le vagabondage n'est point un délit, il est évident que la loi chinoise ne conçoit pas qu'un vagabond qui s'enfuit d'un village où par mesure administrative il avait été inscrit, soit punissable. Pas de délit, pas de récidive !

Mais le législateur sino-annamite, moraliste avant tout, et bientôt instruit par l'expérience, comprend qu'un errant rebelle à tout effort de réadaptation est un anti-social dangereux, un vagabond dans l'âme qui tôt ou tard succombe à la tentation du mal et attende aux lois de la société dont il n'accepte pas les règles. Il devient ainsi délinquant, criminel, et comme tel, doit être incarcéré ou exilé ! Mais c'est bien parce qu'il devient délinquant qu'il tombe sous le coup des lois pénales et non pas seulement parce qu'il est vagabond.

Cependant, le fait d'être vagabond est une circonstance aggravante de certains délits, et exceptionnellement il est un délit en lui-même, un délit spécial ; il en est ainsi, même en temps normal, même lorsque le pays est calme, qu'aucune calamité publique ne surexcite les esprits et ne provoque des troubles.

La loi n'a point osé ériger en principe général la mesure de rigueur qu'elle a cru devoir prendre contre les errants dans quelques cas particuliers, car, nous le savons, l'esprit du législateur chinois répugne à tout effort de généralisation et la lecture du code révèle cette tendance à n'envisager jamais que des cas particuliers, à fixer une sanction pour chaque faute susceptible d'être commise, au risque d'embrouiller l'arsenal des peines et leur hiérarchie.

I. — Le vagabondage est une circonstance aggravante de deux délits : l'escroquerie et le jeu.

A. — Le vulgaire escroc est puni, selon l'article 243,

comme le voleur furtif de 80 coups de rotin. L'errant, non inscrit, est puni pour le même délit d'un mois de cangue et envoyé en outre aux provinces frontières.

B. — Le jeu est puni de 80 coups de truong (art. 343).

Les vagabonds en bandes et les associations d'errants créées en vue d'exploiter des maisons de jeu sont punis en outre de la marque (art. 250.D.IV). « Lorsqu'on aura saisi et arrêté des gens sans moyens d'existence et sans aven, coupables d'association et de réunion pour établir un tripot dans un bateau où ils attirent et réunissent des marchands qu'ils incitent au jeu, le fait éclairci, on ne distinguera pas s'ils sont coupables de ce fait pour la première fois ou en récidive, on ne tiendra pas compte du nombre de fois qu'ils auront commis cette faute, et, dès que le jugement aura été rendu, ils seront marqués sur le côté gauche de la face de quatre caractères dont le sens est : « vagabond coupable d'incitation au jeu ».

II. — Le vagabondage est considéré comme un délit de droit commun dans deux hypothèses spéciales : *circulation sans motif et pendant la nuit, dans les rues d'une ville ; introduction pendant la nuit dans le domicile des particuliers.*

a) *Circulations sans motif et pendant la nuit dans les rues d'une ville.* — Citons d'abord l'article 200 sur les défenses de nuit :

« La ville capitale est prohibée pendant la nuit ; ceux qui contreviendront à cette défense pendant les trois

premiers dixièmes de la première veille (après) le son des cloches ayant cessé, ou pendant les trois premiers dixièmes de la cinquième veille (avant) le son des cloches n'ayant pas encore tinté, seront punis de trente coups de rotin ; ceux qui y contreviendront pendant la seconde, la troisième ou la quatrième veille seront punis de 50 coups de rotin. Pour les villes des provinces et les bourgs, dans chaque cas, la peine sera diminuée d'un degré. S'il s'agit (dans la capitale ou dans les villes de l'extérieur), d'un service public pressé (ou si, dans une famille de gens du peuple ou de personnes de condition militaire, il s'agit), d'un cas de maladie, d'accouchement ou de décès, ces cas ne sont pas compris dans les limites de la défense. Si, avant que les cloches du soir soient en repos, ou si, après que les cloches du matin sont en branle, des gardes de la surveillance de nuit arrêtent intentionnellement des passants, les retiennent et les accusent calomnieusement d'avoir enfreint les défenses de nuit, ces gardiens seront, inversement, punis de la peine du fait imputé aux calomniés. Ceux qui auront enfreint les défenses de nuit et résisté à ceux qui les auront arrêtés, ou bien ceux qui auront enlevé de force des personnes arrêtées pour ce fait, seront punis de 100 coups de truong. S'il en résulte qu'ils ont frappé des personnes (chargées de la surveillance de nuit) jusqu'à leur causer des blessures dites fractures ou des blessures plus graves, la peine sera la strangulation (avec sursis). Si les personnes frappées sont mortes, la

peine sera la décapitation (avec sursis) ; résister aux personnes qui arrêtent, se rapporte à ceux qui ont enfreint les défenses de nuit ; frapper et enlever de force, se rapporte aux voisins ou témoins de l'arrestation. Si des personnes chargées de la surveillance de nuit arrêtent et retiennent calomnieusement des personnes qu'elles accusent d'avoir enfreint les défenses de nuit et s'il en résulte que les dernières résistent à celles qui les arrêtent, que les unes et les autres se frappent réciproquement jusqu'à causer mort d'homme, on jugera d'après les dispositions relatives aux rixes etcoups entre personnes quelconques » (1).

En règle générale les portes des villes sont fermées pendant la nuit et la circulation est interdite dans les rues. La consigne est à ce point sévère que :

« Les parents, alliés, employés et autres personnes attachées aux fonctionnaires des divers tribunaux ou services qui, étant allés se divertir ou se promener en barque et ne revenant qu'au milieu de la nuit, auront appelé sans autorisation pour se faire ouvrir une porte prohibée seront punis de 100 coups de truong, selon la loi relative à l'escalade de l'enceinte d'une ville de résidence d'un phu, châu ou huyên » (art. 179, D. I).

Des veilleurs de nuit parcourent les rues, comme dans nos cités moyenâgeuses, arrêtent les passants attardés sans motifs.

(1) Les commentaires officiels et les explications coordonnées sont intéressants mais trop longs pour être cités ici.

Mais quels sont généralement ces passants ?

Qu'on ne s'imagine pas que toutes les personnes sont visées dans l'esprit du législateur. En Extrême-Orient les habitudes sont telles que les bourgeois, les gens paisibles ne sortent jamais de leur demeure la nuit, *sans motif*. La coutume est de fermer boutique à la tombée du jour et de se coucher de bonne heure. En Indo-Chine nous avons apporté quelques modifications à cette habitude dans les villes que nous occupons, mais il n'en est pas moins vrai que personne, encore aujourd'hui, ne circule sans motif, excepté le vagabond en quête d'un mauvais coup, et la plupart des vols et des crimes se commettent, les magistrats en ont l'expérience, durant la nuit.

Les éléments du délit de vagabondage se dégagent facilement du texte même de l'article 200 que nous avons cité, et de ses commentaires officiels.

1° *Il faut errer sans motif*. — Une personne arrêtée par les gardes de la surveillance de nuit devra donc exposer les motifs de sa présence dans les rues et justifier de son identité. C'est en effet le sens des dispositions qui punissent les agents calomniateurs : la calomnie ne consiste pas tant à prétendre que la présence du passant est injustifiée, qu'à prétendre que ce passant n'est pas domicilié dans la ville et par conséquent couche à la belle étoile, erre à l'aventure. S'il suffisait pour échapper à la loi de justifier d'un but, d'une démarche tardive et pressante, tous les vagabonds ordinairement solidaires,

trouveraient des témoins complaisants et des complices, ne serait-ce qu'en la personne de leur hôtelier si celui-ci n'était punissable, nous le savons, lorsqu'il donne l'hospitalité au vagabond.

2° *Il faut errer pendant la nuit.* — Le vagabondage n'est donc dangereux, selon le législateur annamite, que durant la nuit (nous retrouverons plus loin cet élément du délit de vagabondage à propos de l'article 246).

3° *Il faut errer dans une ville ou un bourg.* — En réalité ceci s'applique d'une manière presque générale, car la plus petite agglomération possède ses veilleurs de nuit choisis à tour de rôle parmi ses habitants, et, chose tout à fait curieuse et digne d'être signalée, certains villages utilisent parfois pour la garde de nuit, sous la surveillance des notables, qui ? les vagabonds eux-mêmes, ceux d'entre eux du moins qui jouissent d'une bonne réputation et sur lesquels le village possède de bons renseignements ! Connaissant ce mode de recrutement de la police, l'on s'étonne moins de voir dans de nombreux décrets quelles précautions prend le législateur contre ces agents toujours en suspicion d'arbitraire et de vol ! Quoi qu'il en soit le système est peut-être très moralisateur, il doit l'être même, puisque l'article 250, D. II, prétend que d'aucuns se *corrigeront* et deviendront à leur tour des bourgeois paisibles et pourvus d'un métier. Mais pour admettre volontiers qu'un pareil système donne de bons résultats, il faut se souvenir que l'errant est généralement en Chine un déraciné, victime des

malheurs des temps, désireux avant tout de se fixer à nouveau au sol productif et de reconquérir la place que le mauvais destin lui a disputée. On s'explique dans ces conditions que la loi n'hésite pas à l'utiliser pour la sauvegarde des habitants et lui fournisse ainsi, une fois de plus, le moyen de se réhabiliter par le travail et la bonne conduite

b) *Introduction pendant la nuit et sans motif dans l'habitation d'autrui.* — Nous passons au second cas dans lequel le vagabondage est considéré comme un délit : l'introduction pendant la nuit et sans motif dans l'habitation d'autrui.

ART. 246. — « Quiconque se sera introduit la nuit, et sans motif, dans l'habitation d'autrui sera puni de quatre-vingts coups de truong. Si le maître de la maison le tue sur le champ, il ne sera pas poursuivi ; s'il s'en est déjà rendu maître en se saisissant de l'intrus et que de sa propre autorité il le tue ou le blesse, il sera puni des peines portées par la loi relative au meurtre commis et aux blessures faites dans une rixe diminuées de deux degrés ; si la mort en est résultée, la peine sera de cent coups de truong et trois ans de travail pénible. »

Les commentaires officiels et les décrets qui suivent contiennent la théorie de la légitime défense et visent incontestablement l'errant.

La réalité ou la possibilité du danger en effet justifie le meurtre précipité ou irréfléchi de l'intrus qui s'introduit durant « l'obscurité de la nuit » dans la demeure d'autrui, or la venue d'un ami ou d'une personne ho-

norable n'est généralement pas un danger, car cet ami remplit les formalités d'usage : il appelle à haute voix le maître de la maison, frappe dans ses mains pour attirer son attention, pour le réveiller et se faire reconnaître. Au contraire l'errant a de bonnes raisons pour dissimuler son entrée.

L'esprit de la loi nous apparaît donc clairement à l'analyse des textes : l'introduction du vagabond dans la demeure d'autrui, la nuit, est un délit et l'élément essentiel de ce délit est l'introduction pendant l'obscurité de la nuit, « car, nous dit Philastre, il semble résulter de certains commentaires que s'il y a de la lumière dans la maison au moment de l'introduction du vagabond ou de l'étranger, le fait doit être considéré comme différent ».

Voici d'ailleurs le texte des explications coordonnées de l'article 246 :

ART. 246, Ex. c. du code annamite. — « L'introduction sans motifs, la nuit, dans la maison d'autrui, est punie de la peine de ce qui ne doit pas être fait (art. 351) et ce fait est annexé aux lois sur le vol parce qu'il s'en rapproche. *Mais il faut que ce soit pendant l'obscurité de la nuit* ; il faut que l'introduction ne soit pas motivée ; il faut que ce soit dans la maison ; il faut que ce soit le maître de la maison ; il faut que ce soit au moment même, et si le meurtre de l'intrus a lieu dans ces conditions, alors seulement il est impuni ; si une

seule de ces circonstances n'est pas remplie, alors, il faut juger et prononcer différemment ».

III. — *Le vagabondage est un délit exceptionnel.*

A certaines époques, et probablement à la suite de troubles politiques importants, les empereurs se virent contraints de sévir contre les vagabonds, devenus menaçants pour la sécurité de l'Etat. L'empereur Tu Duc notamment, prit des mesures rigoureuses contre eux ; il érigea le vagabondage en délit et poursuivit ceux qui s'en rendaient coupables, sans perdre de vue cependant qu'il fallait essayer de les réadapter à la société ; mais, estimant cette fois que les injonctions et les bons conseils du législateur ne suffisaient pas, il tenta d'opérer la réadaptation des vagabonds par la force :

« Dorénavant, *tous les vagabonds qui seront arrêtés, ainsi que ceux qui, au cours d'une instruction judiciaire, seront convaincus de s'être rendus coupables deux, trois fois et plus de vols furtifs, et contre lesquels les autorités du village fourniraient de mauvais renseignements, et qui, d'après les dispositions des anciennes ordonnances, devaient être envoyés comme soldats dans une autre province, seront envoyés dans les postes de montagnes d'autres provinces, ou mis à la disposition des divers services chargés du défrichement et de la mise en culture des terrains incultes.* »

« Lorsqu'une province ne possédera pas de garnison de montagnes ni de camps de *soldats pionniers*, les cou-

pables seront envoyés dans les garnisons de montagnes des provinces voisines pour y être employés aux travaux de défrichement » (art. 238, ordonnance Tu Duc, 31^e année 1878).

Nous ne connaissons pas les ordonnances auxquelles Tu Duc fait allusion dans le premier paragraphe de celle que nous venons de citer, mais il semble ressortir du texte, qu'avant Tu Duc, les vagabonds, du moins ceux d'entre eux que les villages refusaient d'accueillir et sur lesquels il était fourni de mauvais renseignements, étaient envoyés de force dans les colonies militaires des provinces, notamment des provinces éloignées et frontières.

Quoi qu'il en soit l'ordonnance de 1878 est formelle : les vagabonds mal réputés seront dirigés sur les postes de montagnes ou dans les colonies agricoles, à l'exception de ceux dont le village d'origine sera connu. Deux principes nouveaux sont admis par ces ordonnances des empereurs d'Annam : d'abord l'exil devient obligatoire pour tous les vagabonds qui n'ont pas de village d'origine, c'est bien la réadaptation par la force ; en second lieu, la loi, d'ordinaire indulgente pour l'errant, se montre impitoyable pour tous ceux qui, sans être délinquants, sont seulement turbulents et se font mal noter par les villages dans lesquels ils résident : ils sont bientôt exilés et incorporés dans les cadres des colonies militaires et agricoles. Ainsi assimilé aux militaires, le colon fuyard ou vagabond est désormais considéré

comme déserteur ; il est puni comme tel de la décapitation (normalement avec sursis), et, à la seconde tentative d'évasion, l'Etat estimant qu'il se trouve en présence d'un irréductible, le supprime purement et simplement.

L'ordonnance, 2^e année, Dong Khanh 87, résume ces principes et les précise, mais elle ne fait pas allusion aux colonies agricoles proprement dites.

CHAPITRE III

MESURES PRÉVENTIVES CONTRE LE VAGABONDAGE.

§ 1. — Mesures de protection en faveur des habitants éprouvés par quelque calamité naturelle.

Les principes de haute solidarité qui ont inspiré l'organisation sociale de l'ancien Annam et garanti la durée séculaire de la famille et de la commune, ont naturellement déterminé le rôle de l'« Etat protecteur ».

La vie agricole et sédentaire étant considérée comme le stade supérieur de la civilisation extrême-orientale, le rôle de l'Etat sino-annamite doit être d'en faciliter à tous l'accès, d'en rendre le bénéfice à ceux qui l'ont perdu, d'y maintenir ceux qui en jouissent.

En elle reposent les germes du bonheur social, en elle reposent les vertus familiales.

Heureux ceux qui possèdent, heureux ceux qui se livrent au travail de la terre ; leur bonheur est assuré et point n'est besoin d'intervenir pour eux ! Cependant les « calamités du ciel » peuvent menacer leur quiétude. L'Etat, désireux d'éviter l'abandon des foyers ruinés, d'empêcher la naissance du paupérisme et par suite la formation du vagabondage, s'empresse d'atténuer les effets des désastres naturels, il « exhorte » le peuple à

persévérer dans son effort, il accorde des dégrèvements d'impôts, il distribue des secours...

Les textes abondent sur cette matière ; il est intéressant d'en reproduire quelques-uns dans lesquels le souci du bien-être du peuple et l'intelligence de la réglementation administrative ressortent particulièrement (1).

L'article 85 extrait des statuts impériaux de l'empire des Thanh, traite des exonérations et des secours ;

« Les inondations ou les sécheresses ayant causé des calamités, les gouverneurs généraux et particuliers doivent en informer le souverain pour qu'il ait connaissance des faits, et immédiatement y porter remède. D'abord, on distribuera aux populations affamées un mois de rations en grain pour qu'elles évitent l'étreinte de la faim ; ensuite, on examinera le degré des pertes supportées par chacun et on divisera les nécessiteux en deux classes : celle des plus nécessiteux, et celle des moins nécessiteux. En plus du premier secours accordé pour un mois, parmi ceux qui auront perdu les six dixièmes de leur avoir par suite du fléau, les plus nécessiteux recevront encore un mois de rations en grain ; parmi ceux qui auront perdu les 7 ou les 8/10, les plus nécessiteux recevront deux mois de rations en grain et les moins nécessiteux un mois seulement ; parmi ceux qui auront

(1) Ces extraits seront tirés du code Philastre. Nous les reproduisons ici *in extenso*, parce que l'ouvrage de M. Philastre est devenu rare et ne se rencontre plus que dans les meilleures bibliothèques.

perdu les 9/10, les plus nécessiteux recevront trois mois de rations en grain et les nécessiteux deux mois ; parmi ceux qui auront tout perdu, les plus nécessiteux recevront quatre mois de rations en grain et les nécessiteux trois mois. Pour chaque famille, on comptera le nombre de bouches : la ration journalière sera de 5 hiefs de riz ; les enfants et autres personnes faibles recevront une demi-ration. Si le riz ou le grain font défaut, on remplacera ce secours par l'équivalent en argent, calculé d'après les prix courants du moment. Les tri-chân et les tri-huyên devront s'assurer personnellement de l'état des faits ; en dehors des plus nécessiteux, tous ceux qui manqueront de nourriture seront classés parmi les nécessiteux et aucun ne sera oublié. Ils établiront des listes générales, qui seront adressées au tri-phu et au gouverneur particulier (tuân-phu) par qui elles seront envoyées au ministre. De plus, il sera établi des listes qui seront publiées et qui indiqueront les noms des familles et le nombre des bouches ; on y portera d'abord les agriculteurs et ensuite les oisifs et ceux qui n'ont pas de moyens d'existence ; enfin, ces listes feront connaître les quantités de grain ou d'argent à délivrer et les dates des délivrances, pour que tout le monde soit renseigné. On donnera à chacun une carte personnelle pour servir à constater l'identité, afin d'éviter les intermédiaires qui pourraient se faire délivrer par fraude et revendre ensuite. On établira un local approprié ; en forme de hangar, au milieu des

villes et donnant accès de tous côtés : dans les villages on choisira un emplacement dans la partie la plus populeuse et on y réunira les gens, pour les distributions, dans un hangar établi comme ci-dessus. Pour les familles constituées, on fera une distribution mensuelle de riz : pour les isolés, qui n'ont pas de foyer, on leur distribuera journellement de la soupe de riz. Les gens affamés qui viendront au hangar de distribution entreront dans l'ordre suivant : les hommes à gauche, les femmes à droite, les vieillards et autres personnes faibles devant et les adultes derrière. Ceux qui viendront de villages éloignés recevront l'ordre de se rendre au lieu de distribution : pendant l'hiver on devra leur procurer un abri provisoire et au retour du printemps on les renverra chez eux. Les fonctionnaires chargés de l'instruction publique établiront les listes des étudiants besogneux et les tri-châu ou tri-huyên feront transporter le grain dans les collèges où il sera distribué, afin de séparer les étudiants du reste du peuple. Tous les frais d'écritures et de fournitures de bureau seront supportés par l'administration pour couper court à toute exaction sous prétexte de nécessité. Si l'intensité du fléau dépasse les limites ordinaires, les gouverneurs généraux et particuliers de province en feront un rapport spécial au souverain pour qu'il en soit informé et qu'il puisse, d'après le temps et le lieu, décider les mesures spéciales à prendre, ordonner par exemple la délivrance aux plus nécessiteux de cinq, six, sept ou

même huit mois de rations, et, aux nécessiteux, de trois, quatre, cinq ou même six mois de rations, sans se restreindre aux règles ordinaires. »

L'Etat organise des magasins à grains qui servent de réserve en cas de besoin :

« Soit qu'à la suite d'un manque de récoltes au printemps, le peuple manque de semences et par suite de misère ne puisse cultiver ; soit que le grain de première moisson étant déjà semé, l'été soit ou trop pluvieux ou trop sec et que les pluies ayant cessé ou étant survenues, les cultivateurs soient trop pauvres pour recommencer leurs cultures, dans tous ces cas, le souverain ordonnera que les tri-phu tri-châu et tri-huýen ouvrent les magasins régulateurs ou les magasins des communes, y puisent du grain et le distribuent pour que le peuple puisse réensemencer, et qu'il ait de quoi attendre que la récolte d'automne soit mûre. Les militaires nécessiteux participeront aussi à ces distributions. A l'automne on examinera l'abondance ou la pauvreté de la récolte. Si les 8/10 de la récolte sont venus à bien, on exigera le remboursement des prêts avec les intérêts ; si 7/10 seulement sont venus à bien, on exigera le remboursement des quantités prêtées sans intérêts ; si 6/10 seulement sont venus à bien, on ne percevra cette année-là que la moitié des quantités prêtées et l'autre moitié en sera perçue l'année suivante ; s'il n'est venu à bien que les 5/10 de la récolte et au-dessous, dans tous les cas, on remettra la perception des quan-

tités prêtées jusqu'après la maturité de la récolte d'automne de l'année suivante. Si déjà les années précédentes avaient été mauvaises et que cette récolte soit la première qui vienne à bien, on fera rembourser les grains aux magasins sans prélever d'intérêts. La province Tche-li (où réside le souverain), qui jouissait précédemment du privilège de ne pas payer d'intérêts, continuera à jouir du bénéfice de cette coutume. Dans le cas d'un ordre spécial du souverain, rendu en considération de demandes de gouverneurs généraux ou particuliers et ordonnant qu'il soit fait remise tant du principal que des intérêts, on se conformera de suite à cet ordre de libéralité. »

L'Etat prend des mesures contre les invasions de sauterelles, de chenilles (art. 85, 5^e décret chinois) contre la sécheresse, l'eau, la grêle, la gelée blanche, etc.

« Tous les fonctionnaires doivent se mettre à la tête de la population pour exterminer les insectes et arrêter la propagation du fléau... On doit examiner la marche du fléau, voir les lieux qu'il a traversés et le point d'où il est parti et punir les administrateurs qui n'auraient pas pris les précautions réglementaires (1). »

L'Etat distribue des terrains neufs à ceux qui ont souffert de l'inondation au point que l'humus cultivable

(1) Le Code annamite ne reproduit pas ce décret, mais les législateurs annamites n'ont pas négligé dans la pratique les dispositions qu'il contient, car leur pays n'est pas exempt de ce genre de fléau : les sauterelles, les vers, les rats causent souvent des pertes considérables à l'agriculture.

de leurs champs dévastés a été emporté par les eaux et même s'il le peut, il donne des terres « aux gens pauvres et sans propriété ».

ART. 84, extr. du 15^e décret chinois. — « Si des cours d'eau entraînent des plages ou des îles, et que des *terres cultivées soient ainsi rongées et détruites et emportées par l'eau*, les propriétaires doivent de suite informer l'administration pour qu'elle fasse examiner et vérifier et pour qu'il en soit fait mention sur les registres (les rôles). S'il arrive que des vases émergent de l'eau, il en sera de suite rendu compte à l'administration qui vérifiera, fera mesurer, et les distribuera en compensation, d'après les déclarations de pertes précédentes. Si, en plus de ces indemnités une fois accordées, il reste un excédent de ces émergences, il n'est permis à personne de s'en emparer sans autorisation. Si les déclarations de pertes dont il vient d'être question n'ont pas été faites avant, on n'accordera aucune indemnité ou compensation. Enfin, si des propriétaires éloignés dont les biens sont situés de l'autre côté des cours d'eau ont des déclarations de pertes de ce genre, dûment attestées, on leur donnera *une compensation équitable prélevée sur l'excédent de ces terres émergées*. Si les propriétaires qui ont subi des pertes de ce genre sont nombreux, on suivra la priorité des déclarations de perte pour accorder les compensations. Si toutes les pertes étant couvertes et compensées, il reste encore un excédent de terres, *on appellera des gens pauvres et sans propriétés pour les prendre et les*

mettre en culture ; l'administration leur en donnera une attestation authentique pour titre et les autorités locales devront établir des déclarations conformes. On attendra 5 ans pour faire un arpentage général et vérifier de nouveau sur les lieux l'état des terres et pour établir les registres qui seront envoyés au ministre pour qu'il décide s'il y a lieu, ou non, d'exiger les impôts. »

Les artisans et les ouvriers privés d'ouvrage sont secourus ; il est ouvert pour eux des chantiers communaux :

« Pendant les années de disette, les familles aisées restreignent leurs dépenses et cessent leurs travaux ; les gens du peuple privés d'ouvrage errent à la recherche d'un travail et se trouvent dans la plus grande misère ; il est alors ordonné par le souverain, aux fonctionnaires chargés de l'administration des districts frappés du fléau, de préparer, selon le temps et le lieu, des matériaux et de réunir des ouvriers soit pour des travaux de fortifications, soit pour creuser des canaux d'écoulement ou d'irrigation, soit pour consolider des digues, soit pour construire des magasins ou autres bâtiments publics, afin de réparer les constructions ou travaux abandonnés ou abîmés, et que les ouvriers sans travail puissent venir sur les chantiers, trouver de l'emploi et recevoir un salaire qui leur permette de vivre et d'éviter la famine. Les choses terminées, il en sera rendu compte au souverain en indiquant les quantités de personnes secourues et les dépenses de toute nature ;

ce rapport sera contrôlé par le ministre, qui en rendra compte au souverain, ainsi que de la cessation des travaux. »

Enfin les calamités peuvent être un motif d'amnistie ; bien entendu, il faut qu'elles soient assez graves pour justifier une pareille mesure. Les gouverneurs demandent alors au souverain de « terminer tous les jugements pendants » et selon l'importance de la faute reprochée au coupable, l'autorité compétente diminue sa peine ou le gracie.

Mais s'il ne ménage pas ses efforts pour assurer la tranquillité et le bien-être du peuple, l'Etat désire que chacun le seconde. Il entend que tous les fonctionnaires accomplissent leur devoir avec le plus grand zèle, et il les rend responsables de toutes les négligences et de toutes les légèretés commises, ou des lenteurs qui auraient provoqué la « dispersion de la population ». De même si une personne, quelle qu'elle soit, « ne se dévoue pas tout entière » aux soins de charité que commandent certaines situations, elle sera très sévèrement punie.

§ 2. — Mesures en faveur des vieillards.

L'ensemble des dispositions de la loi sino-annamite que nous venons de lire suffit à montrer quelle haute idée l'Etat se faisait de son rôle de protecteur du peuple et prouve que son plus grand souci fut toujours de maintenir chaque famille dans la vie sédentaire et agri-

cole. Mais il est également intéressant de savoir que des mesures de protection furent prises en faveur des faibles auxquels le législateur annamite entendait assurer les soins que réclamait leur état. Les vieillards en particulier furent protégés par une série de prescriptions législatives inspirées d'un profond sentiment de solidarité humaine. Nous allons examiner succinctement la situation qui leur fut faite.

Deux cas sont à envisager : le vieillard pourvu d'une famille, le vieillard dépourvu de toute parenté.

1° En principe le vieillard vit aux dépens de la *gens*, dont il est parfois le chef religieux, et par égard pour son grand âge, pour sa santé qui peut nécessiter des soins constants et attentifs, la loi a voulu que l'un de ses fils ou l'un de ses proches fût spécialement attaché à sa personne pour l'assister.

« Toutes les fois qu'une personne militaire ou civile sera âgée de 70 ans et au-dessus, il lui sera accordé une personne pour l'assister ; et cette personne sera exemptée des charges personnelles » (art. 382, D. I).

L'enfant ou la personne ainsi chargée d'assister son aïeul doit lui consacrer toute sa volonté et lui assurer la subsistance. L'article 307, décret I, nous indique que, même en cas de pauvreté, la peine est terrible contre l'enfant qui laisse mourir de faim son aïeul (art 307, D. I). « Si les enfants sont pauvres et ne sont pas capables de se créer des ressources pour subvenir aux besoins de leur père et de leur mère et que de là, il résulte le

suicide de ces parents qui finissent par se pendre, ces enfants seront punis de cent coups de truong et de l'exil à trois mille lis. »

Lorsque le vieillard n'a qu'une fille, son gendre doit demeurer auprès de lui pour le nourrir, quittant ainsi momentanément sa propre *gens*.

« Celui qui appelle un gendre doit, comme preuve, faire établir clairement par l'entremetteur, un contrat de mariage dans lequel il sera écrit, soit que ce gendre *devra prendre soin de la vieillesse des parents de la fille*, soit le nombre d'années après lesquelles il pourra les quitter ; à ceux qui n'ont qu'un fils il n'est pas permis de lui laisser contracter un tel mariage. Celui qui appelle un gendre pour soigner sa vieillesse, doit d'ailleurs instituer une personne de sa propre souche, apte à lui servir de postérité, pour prendre soin du culte des ancêtres de la famille (art. 94, D. III).

Le gendre n'entre donc pas à proprement parler dans la famille de sa femme, il n'y peut exercer aucun droit et il est en tutelle comme un fils. Son rôle, dans le cas particulier qui nous intéresse, consiste à soigner la vieillesse de l'aïeul, il est désigné sous le nom de gendre par excroissance, le même mot signifiant en chinois, excroissance et goître, parce que le gendre est alors en trop dans la famille de sa femme, comme un goître dans la constitution d'une personne.

Le fils soutien de famille est exempt du service militaire, selon l'ordonnance de Tu Duc, 1875, article 78.

Enfin il est accordé à certains condamnés de demeurer chez eux pour soigner leurs parents. L'article 17 et ses décrets nous indiquent dans quelles conditions cette faveur était donnée ; nous le citons en entier avec ses commentaires officiels, car il contient des détails qui nous paraissent intéressants :

« ART. 17. — Lorsqu'un coupable aura commis une faute qui entraîne la peine de mort et qui n'est pas de celles qui ne peuvent être pardonnées par une amnistie ordinaire, que son aïeul ou son aïeule (il en est de même des bisaïeuls et des trisaïeuls), son père ou sa mère seront vieux (âgés de 70 ans et au-dessus), ou infirmes (gravement impotents) auront besoin de soins (à cause de leur vieillesse ou de leur infirmité), et n'auront pas, dans leur famille, d'autre descendant adulte (âgé de 16 ans et au-dessus ; c'est-à-dire qui, par le fait, seront dans le cas de ceux qui n'ont qu'un fils unique), (il sera établi par le tribunal compétent une enquête minutieuse et claire), le nom et la nature de la faute seront exposés (ainsi que la cause pour laquelle les ascendants ont besoin d'un appui) ; il en sera rendu compte au souverain et on attendra sa décision définitive. S'il s'agit d'un condamné aux peines de l'exil ou du travail pénible (dont l'aïeul, l'aïeule, le père ou la mère sont vieux, infirmes et sans personne pour les nourrir), il ne subira que la peine de cent coups de truong ou recevra le prix de rachat du surplus de la peine, et il demeurera pour

soigner ses parents (pour les condamnés à la servitude militaire on se conformera à cette loi).

C. O. Cet article traite d'une faveur exceptionnelle dans la règle. Agé, veut dire âgé de 70 ans et au-dessus ; le mot « infirme » désigne également les cas d'infirmité et d'impotence.

L'aïeul, l'aïeule, le père ou la mère, étant vieux ou infirmes, ont besoin de leur fils ou de leur petit-fils pour les soigner ; si ce fils ou ce petit-fils a commis une faute et doit être puni, et qu'ils n'aient aucun autre descendant sur qui ils puissent s'appuyer, lorsque la faute commise n'est pas de celles qui ne peuvent être pardonnées par les amnisties ordinaires et que, de plus, il y a réellement quelque motif qui puisse autoriser à user de commisération, quoique la peine méritée soit la mort, on peut cependant recourir à la clémence du souverain. Si la peine encourue est celle du travail pénible, de l'exil ou de la servitude militaire, il n'est pas nécessaire que la faute soit de celles qui peuvent être pardonnées par une amnistie ordinaire et le coupable est autorisé à demeurer auprès de ses parents pour les nourrir ; il ne subit que 100 coups de truong et on reçoit le prix de rachat pour le surplus de la peine. Pour le décompte et le rachat du surplus de la peine, voir les articles suivants :

I. — Si tous les frères aînés et cadets sont coupables et tous condamnés à la peine capitale, un d'eux demeurera pour nourrir ses parents ; d'ailleurs, selon les règle-

ments, il sera rendu compte au souverain et on lui demandera de prononcer définitivement.

III. — Dans tout district, lorsque des condamnés à la servitude militaire, à l'exil, ou au travail pénible, ainsi que des condamnés à l'exil par commutation de la peine de mort, déclareront avant d'être expédiés au lieu où ils doivent subir leur peine que leur aïeul, leur aïeule, leur père ou leur mère sont vieux ou infirmes et ont besoin de quelqu'un pour les nourrir, ou que leur mère est une veuve qui respecte son veuvage depuis plus de 20 ans et que dans leur famille il n'y a pas d'autre adulte qu'eux-mêmes, le fonctionnaire du phu ou du huyên vérifiera la déclaration, et le gouverneur de la province, après l'avoir reconnue exacte, la transmettra au ministre.

Les condamnés à la peine de la servitude militaire, de l'exil, ou du travail pénible, subiront la peine du truông à laquelle ils sont condamnés et, de plus, les condamnés au travail pénible subiront un mois de cangue ; les condamnés à l'exil et à la servitude militaire subiront 40 jours de cangue, et les condamnés à l'exil par commutation de la peine de mort, subiront deux mois de cangue ; tous seront ensuite laissés à leurs parents pour les nourrir. Si parmi les condamnés aux peines de la servitude militaire, de l'exil, ou du travail pénible il se trouve des coupables de fornication, de vol à force ouverte, d'avoir réuni et concélé des malfaiteurs pour séduire et enlever des gens, ainsi que des

coupables de fautes contre la raison et les liens de la famille, ou encore des malfaiteurs dangereux causant le malheur et la terreur de leur district, il ne sera jamais permis de demander au souverain de leur accorder de rester auprès de leurs parents pour les nourrir. »

La loi est simple en elle-même, mais les législateurs chinois et annamites l'ont compliquée d'une multitude de cas particuliers qui rendent difficile l'analyse. Dans tous les pays où l'on admet, comme principe fondamental, que le magistrat est impartial et désintéressé, qu'il est à la hauteur de sa mission en un mot, la plus grande partie des dispositions de la loi paraissent inutiles, au contraire, dans les pays où le législateur part d'un raisonnement tout à fait opposé, il est obligé de prévoir, un à un, tous les cas qui peuvent se présenter, afin d'éviter, ce qu'il considère comme un danger, de laisser au juge la moindre initiative.

Si les textes que nous avons précédemment cités ne confirmaient suffisamment ce principe, nous pourrions appeler l'attention sur le décret X de l'article 17, qui (comme les onze décrets qui le suivent d'ailleurs) contient des dispositions restrictives de la loi, en si grand nombre, que la loi elle-même disparaît jusqu'en son principe.

2° Le vieillard, sans postérité ni parenté d'aucune sorte, n'a pas été abandonné.

De tous temps la loi chinoise s'est préoccupée de son sort. Il semble même que très anciennement le village

lui-même avait la charge de ses membres impuissants, car, selon M. Pene Siefert, une portion du territoire communal fut parfois réservée pour les veuves, les orphelins, les vieillards et les infirmes (1).

En tous cas, d'après le décret 13 de l'article 83 (non reproduit par le Code annamite), l'Etat se charge de leur entretien et impose aux fonctionnaires le soin de les faire recueillir et nourrir. Pourquoi le Code annamite a-t-il négligé cette prescription ? Il nous est permis de supposer que c'est par oubli (à moins que l'usage n'ait tenu lieu de loi), car toutes les dispositions législatives prises en faveur des faibles ou des malheureux, et mentionnés çà et là dans les textes, sont inspirées d'un sentiment de solidarité humaine trop élevé, pour que les enfants, les vieillards, et les infirmes sans famille aient été abandonnés à leur misère et à leur impuissance (2).

(1) Pene Siefert, *Jaunes et Blancs en Chine*, p. 191.

(2) L'article 191 suffirait à prouver que le législateur annamite ne négligeait jamais de secourir les faibles : les parents des militaires morts en campagne sont en effet secourus s'ils ont besoin de l'être.

CHAPITRE IV

MESURES EN FAVEUR ET CONTRE LES VAGABONDS.

Les textes que nous venons de citer découvrent tout un ensemble de mesures, en quelque sorte *préventives*, contre la misère, et par suite, contre le vagabondage. Mais ce fléau ne peut pas être complètement réduit ; il subsiste toujours avec un certain degré d'intensité et retient constamment l'attention du gouvernement.

Il nous reste donc à rechercher quelles mesures furent prises, par l'Etat sino-annamite, pour enrayer le vagabondage existant.

Le vagabondage peut se manifester sous des formes différentes, selon qu'il s'agit des individus, des familles ou des masses.

L'individu, pour quelque raison que ce soit peut se trouver éloigné de son groupe familial, et se complaire dans l'isolement : l'Etat ne le tolère point et lui impose un domicile : celui de sa *gens*.

La famille vagabonde qui vit le long des fleuves et dans les forêts, est de même recherchée et stabilisée dans un village, celui d'origine ou de prédilection.

Enfin les bandes qui errent sans territoire et sans refuge, se voient imposer un sol et un habitat.

I. — *L'errant individuellement considéré.*

En ce qui concerne l'errant, considéré individuellement, deux cas peuvent se présenter théoriquement.

1° L'errant est issu d'une famille sédentaire inscrite sur les rôles d'un village.

2° L'errant ne possède point de famille sédentaire inscrite sur les rôles d'un village.

a) La loi s'est peu préoccupée de l'errant pourvu d'une famille sédentaire et agricole, il lui a semblé que les principes de solidarité et d'affection qui sont à la base de la *gens*, devaient suffire pour permettre à l'errant de trouver un refuge au foyer familial.

Le décret IV de l'article 241, basé sur la solidarité de la *gens*, fait ressortir avec clarté, que les parents les plus éloignés, même ne possédant plus le même domicile légal et n'étant plus astreints au port des vêtements de deuil, se doivent une mutuelle affection, une commune considération et doivent agir entre eux avec charité et compassion.

En vertu de ces principes moraux que la loi ne dédaigne pas de rappeler, le chef de groupe doit *recueillir les pauvres* de la famille et leur donner à cultiver une partie du patrimoine (1).

b) L'errant pourvu d'une famille possède donc un do-

(1) Le décret IV s'occupe du cas où les parents pauvres, non satisfaits de leur part, troubleraient la paix du foyer et tenteraient de *s'engraisser* au détriment de leurs bienfaiteurs.

micile (celui de sa famille) qui ne peut pas être modifié par caprice.

Mais pour l'errant isolé, sans famille, sans parents même éloignés, comment lui créer un domicile, car il doit, en principe, en avoir un ?

L'ordonnance de Tu Duc, 1857, article 73, nous apprend que son domicile sera fixé soit à son lieu d'origine (si on le retrouve), c'est-à-dire au lieu où sa *gens* était inscrite autrefois, soit encore au lieu où il a été inscrit sur les rôles de la population.

II. — *La gens errante.*

Le Chinois et l'Annamite ne conçoivent la famille collective que fixée définitivement à la copropriété immobilière (1). L'Etat, en vertu de cette conception sociale, ne supporte qu'avec impatience les groupes errants, les *gentes sans foyer*, et il s'efforce d'en restreindre le nombre en les adaptant à une agglomération de familles déjà constituée en village.

Dans un village en effet, il existe souvent des terrains sans maîtres, abandonnés ou incultes ; l'Etat ne veut pas qu'ils restent en friche et en ordonne la recherche (2) ; il exige ensuite que ces terrains soient mis en

(1) Voir Briffaut (p. 156).

(2) Ordonnance Tu Duc, 1848 (art. 84). « Il est établi que lorsque quelqu'un révélera l'existence de rizières ou de terres non inscrites, s'il s'agit de biens n'ayant jamais été inscrits et qui sont réellement défrichés pour la première fois, on les adjugera au premier qui demandera à en payer l'impôt ; s'il s'agit seulement de biens antérieurement

culture et cherche des cultivateurs parmi les errants auxquels il accorde ainsi comme un droit de priorité.

L'Etat fait donc appel aux familles errantes et leur distribue des terrains vacants ou abandonnés ; cette concession est gratuite (1). Tous ces principes sont contenus dans les ordonnances de Gia-Long et de Minh-Mang, qu'il est intéressant de citer :

« Il est donc encore établi que si des villages ont disparu, ou si des populations sont dispersées, on annexera les *rizières abandonnées* aux villages ou aux biens des cultivateurs voisins qui consentiront à s'en charger, en les distribuant avec discernement. »

Puis, ce qui est plus intéressant :

« *Si le village ou la population reviennent, on leur donnera les rizières et les terres encore incultes, n'ayant jamais été défrichées ; on attendra six ans, avant de les imposer, ou alors, elles deviendront leur propriété définitive* ».

L'idée de réadaptation sociale, qui nous préoccupe avant tout, se dégage nettement des termes de cet article et de ceux qu'emploie le commentateur sous l'article 80, à propos de terres délaissées par des possesseurs qui reparaissent postérieurement !

non inscrits, mais qu'il soit reconnu que ce sont des rizières abandonnées, moyennant le paiement d'une amende de trois ligatures par maû, amende dont le produit sera versé au dénonciateur à titre de récompense, les rizières seront rendues au village, au cultivateur ou au propriétaire. »

(1) Briffaut, p. 12.

« Reprendre possession », indique qu'il s'agit de terres qui, autrefois, étaient possédées par les mêmes gens qui, précédemment, les ont abandonnées par suite de leur départ pour un autre lieu et qui, maintenant, reviennent à leur lieu d'habitation pour reprendre la direction de leur ancienne possession ; c'est pourquoi les rizières sont dites ; « anciennes rizières ».

« Et encore : « Les rizières seront confisquées au profit de l'Etat ; de plus on appellera des gens pour les cultiver, afin de ne pas laisser des rizières abandonnées. Si les gens qui reviennent disposent de grands moyens de travail et qu'il y ait peu d'anciennes rizières, on leur annexera et on leur distribuera des rizières voisines abandonnées, afin de ne pas laisser des gens sans moyens d'existence. »

De même, toujours au sujet des terres en friche ou incultes, une note du Code chinois sur l'article 90 fait allusion aux familles sans terres et parle de « terres vacantes réservées pour être données en culture aux pauvres ».

Enfin, à propos de terre d'alluvions, le 15^e décret, dans l'article 85, s'exprime d'une façon plus catégorique encore, lorsqu'il ordonne d'appeler des gens pauvres et sans propriété pour les faire bénéficier de terres nouvelles.

« Si toutes les pertes étant couvertes et compensées, il reste encore un excédent des terres, on appellera des gens pauvres et sans propriété pour les prendre et les

mettre en culture ; l'administration leur en donnera une attestation authentique pour titres et les autorités locales feront établir des déclarations conformes. On n'attendra pas pour faire un arpentage général et vérifier de nouveau sur les lieux, l'état des terres, et pour établir les registres... »

III. — *Le vagabondage des masses.*

L'individu n'est pas laissé sans appui, la *gens* n'est pas laissée sans foyer. Mais, les « calamités publiques » peuvent engendrer un errantisme plus dangereux que celui des individus et celui des familles : l'errantisme des masses !

Les habitants de villages entiers, de provinces même, à la suite de quelque cataclysme (inondation, sécheresse, guerre) peuvent se trouver sans refuge et sans toit. Le gouvernement s'efforce alors de les retenir à leur lieu d'origine, il fait en sorte que chacun lutte contre le mal, et s'obstine ; il exhorte, il fait des proclamations : « Personne ne doit aller au loin pour chercher sa nourriture et abandonner ses foyers », dit l'article 85 des statuts impériaux de l'empire des Thanh, « les fonctionnaires devront *exhorter* les personnes qui auront déjà quitté leurs foyers, à les rejoindre ».

Mais parfois, l'Etat n'est point obéi malgré ses exhortations et les proclamations. Qu'importent, au peuple affamé, ses exemptions d'impôts, la prévoyance insuffisante des magasins généraux, les secours de toutes sortes ! C'est d'un sol nouveau qu'il rêve !

Pendant longtemps, les Sino-Annamites eurent, dans les steppes immenses, toute facilité pour se livrer à l'agriculture dont ils agrandissaient le champ au fur et à mesure de leurs besoins, en élaguant les forêts, en brûlant les ronces, en défonçant le sol des rizières boueuses. Et les peuples chasseurs qui habitaient ces terres vierges, la plupart du temps, incapables de résister à leur envahissement, durent reculer devant eux. Ainsi furent créés, par des groupes émigrants, de nombreux villages annamites, qui formèrent autant d'oasis, au milieu des solitudes, et qui, peu à peu, s'agrandirent, grâce à des travaux de défrichement méthodiquement accomplis, autour du noyau central, déjà cultivé. En même temps, les territoires abandonnés par les émigrants étaient bientôt réoccupés, grâce aux efforts du gouvernement, soit par de nouveaux venus, soit par les cultivateurs voisins.

L'ord-Minh-Mang, 1832 (art. 84) en témoigne : « Si des villages ont disparu ou si des propriétaires se sont dispersés, on *annexera* les rizières abandonnées aux villages et aux biens des *cultivateurs voisins*. »

En outre les vastes étendues conquises sur les forêts ou sur les eaux endiguées, furent occupées par de véritables colons, formant sous l'impulsion de l'Etat et de certains particuliers, des *colonies agricoles*.

Citons pour la Cochinchine une ordonnance de Tu Duc (1852), art. 84.

« Pour le recrutement de colons destinés à fonder des colonies agricoles en Cochinchine, il est décidé que :

« Les fonctionnaires de Cochinchine et des autres provinces sont invités à faire connaître à leurs administrés, qu'ils pourront, à leur convenance, demander des brevets pour recruter des colons agriculteurs, soit à l'administration de la province d'*An-Giang*, soit à l'administration de leur province d'origine. En Cochinchine on n'autorise que le recrutement des *habitants non inscrits*, à partir de Binh-Thuan, jusqu'aux provinces du Nord, on pourra recruter indifféremment des inscrits et des non-inscrits.

Un chef de *gens*, qui trouvait son territoire trop étroit pour l'emploi de toute l'activité familiale, pouvait donc demander un *brevet* et envoyer l'un de ses fils coloniser les rizières vierges ; mais ce qui est tout à fait intéressant à retenir, c'est qu'en Cochinchine on n'admettait que le recrutement des « non-inscrits ».

Les condamnés à l'exil et à la transportation fondèrent aussi des villages sur les territoires des frontières. Il en est même certains qui, aujourd'hui, sont des postes importants : Bièn-Hoa et Long-Yuyen, par exemple, en Cochinchine. Une ordonnance de Minh-Mang (1830), 11^e année (art. 84), prescrit d'installer les condamnés à leur lieu d'exil, de leur fournir tout ce qui leur est nécessaire pour cultiver la terre.

Une autre ordonnance du Tu Duc (31^e année), 1878, art. 238 qui nous intéresse plus particulièrement, vise les vagabonds :

« Dorénavant *tous les vagabonds* qui seront arrêtés, ainsi que ceux qui, au cours d'une instruction judiciaire, seront convaincus de s'être rendus coupables deux, trois fois et plus de vols furtifs, et contre lesquels les autorités du village fourniraient de mauvais renseignements, et qui d'après les dispositions des anciennes ordonnances devaient être envoyés comme soldats dans une autre province, *seront envoyés dans les ports de montagnes* d'autres provinces ou seront *mis à la disposition des divers services chargés du défrichement et de la mise en culture des terrains incultes*.

« Les coupables n'ayant pas de lieu d'origine commun et dont aucun village ne voudra se charger sans qu'il soit pourtant fourni de mauvais renseignements sur leur compte, et qui, aux termes de l'ordonnance primitive, devaient être envoyés comme soldats dans une autre province, devront être envoyés dans les postes de montagnes de leur province ou des autres provinces, *dans les services de défrichement* ou dans *les camps militaires avancés*.

« Si une fois incorporés, des coupables désertent, on suivra contre eux les dispositions de la nouvelle règle établie à ce sujet : toutes les catégories de soldats et de prisonniers envoyés dans les colonies agricoles de défrichement, qui, déserteurs, commettent de nouveaux délits, seront condamnés à la décapitation immédiate ; ceux qui désertent sans commettre de nouveaux délits, et qui avaient été primitivement condamnés aux

peines de mort, de la servitude militaire, de l'exil et du travail pénible, ainsi que ceux coupables de vols furtifs dont aucun village n'avait voulu se charger à l'expiration de leur peine, seront condamnés à la décapitation avec sursis.

« Ils seront condamnés à la cangue et envoyés de nouveau dans les colonies agricoles pour y être employés au défrichement.

« A la deuxième désertion, sans distinguer s'ils ont commis ou non de nouveaux délits, ils seront condamnés à la décapitation immédiate. »

Les dispositions de cette ordonnance témoignent, jusqu'à l'évidence, des efforts qu'ont tentés les gouvernements pour enrayer le vagabondage, et pour remettre dans la vie normale, tous les éléments dévoyés de la société annamite : les condamnés accompagnés de leur famille étaient amenés sur les frontières pour défricher un sol dont ils acquéraient au bout d'un certain nombre d'années, la possession définitive. et même, certains empereurs, gracièrent ceux d'entre eux qui devenaient de bons cultivateurs. Qu'on lise en effet les deux ordonnances qui suivent :

ART. 84, ordonnance, 11^e année, de Minh-Mang. —
« Si à la résidence des individus condamnés à la servitude militaire ou à l'exil, il y a des terrains incultes qui puissent être cultivés, les fonctionnaires du lieu devront y installer les condamnés en leur fournissant tout ce qui est nécessaire à la culture et à la mise en valeur de ces terrains

« Au bout de trois ans, les terres défrichées et mises en culture seront inscrites sur les rôles fonciers des villages ou hameaux avoisinants et deviendront la propriété des condamnés qui les auront cultivées. »

ART. 238, ordonnance, 18^e année, Tu Duc. — « Après l'arrivée des coupables condamnés à la servitude militaire ou à l'exil sur les lieux où ils doivent subir leur peine, il appartiendra aux fonctionnaires de ces lieux de surveiller leur conduite. Ceux chez lesquels se manifesteraient des sentiments de repentir seront remis aux chefs de canton, et ly-truong des villages voisins, et il leur sera assigné des terres incultes à défricher et à cultiver.

« Ceux qui, dans un délai de 3 ans, auront pu transformer en rizière de 3 à 5 maû des terrains incultes, seront *graciés* de leur peine, ils seront inscrits sur les rôles des villages où sont situées ces terres et seront considérés comme légitimes propriétaires des parcelles de terrains qu'ils *auront défrichées*. »

Enfin l'Annamite et le Chinois se sont avancés loin de leurs frontières naturelles grâce à leurs *colonies militaires* ; mais leur invasion ne fut pas débordante en un flot terrible et ravageux, elle fut au contraire lentement progressive et comme calculée, elle s'opéra presque sans coup férir, par une marche en avant méthodique et sage qui leur permit généralement de prendre sur le sol conquis des attaches définitives.

Les colonies militaires semblent avoir été imaginées

en Annam pour la première fois par le Thanh Tâng (1460-1497) (1).

Elles avaient un double but : 1° grouper en communes les habitants non inscrits des provinces frontières en leur accordant des terres et certains privilèges ; 2° former une réserve de troupes en cas de guerre (tous les hommes devant sans exception le service militaire au premier appel).

Le recrutement des colons se faisait d'habitude par enrôlement volontaire.

L'histoire de ces colonies militaires est mal dévoilée encore, même en Indo-Chine. Selon M. Schreiner (*Institutions annamites*, t. III, p. 73), il y avait en Basse-Cochinchine au moment de la conquête, 24 régiments organisés sur ces bases (soit 12.000 hommes), répartis comme suit :

Province d'An Giang. . .	2 régiments
— Bien Hoa . . .	4 —
— Gia Dinh. . . .	7 —
— My Tho. . . .	6 —
— Vinh-Long. . .	5 —

Une décision, en date du 20 septembre 1887, prise par le vice-amiral gouverneur de La Grandière, supprima les colonies militaires dans toute la Cochinchine.

Les ordonnances royales d'Annam s'occupent assez souvent des colonies militaires et de leur prospérité.

(1) Voir Schreiner, *Histoire d'Annam*, p. 58.

Nous avons vu précédemment que l'une de ces ordonnances (31^e, 1878, art. 238 de Tu Duc) prescrit l'envoi des coupables et des vagabonds dans les postes de montagnes, dans les services de défrichement ou « dans les *camps militaires avancés* ».

Tandis qu'une autre ordonnance de Tu Duc (art. 84) récompense « les chefs des marches militaires des montagnes et les fonctionnaires des colonies agricoles, qui, grâce à leur encouragement, auraient pu recruter un certain nombre de colons ».

IV. — *Par quels moyens pratiques le gouvernement parvint-il à assurer l'application de ses divers systèmes d'adaptation sociale des errants ?*

Il nous est impossible de retrouver aujourd'hui les règles administratives qui ont présidé à cette œuvre, mais nous pouvons citer quelques textes qui nous apprendront que le zèle des fonctionnaires et des particuliers à seconder les efforts du pouvoir dans la recherche des non-inscrits, était stimulé par des promesses de récompenses, ou au besoin, par les menaces de pénalités.

L'Etat recherche les personnes non inscrites qui se dissimulent pour ne pas payer l'impôt foncier du sol qu'elles cultivent, qui ont abandonné leur domicile, ou qui n'ont pas de domicile. Pour faciliter ses recherches, il fait appel aux dénonciateurs qui sont largement récompensés si leurs indications sont exactes, et sévèrement punis dans le cas contraire.

L'article 74, ordonnance Già Long (1817), 16^e année, s'exprime ainsi :

« Celui qui aura *dénoncé* aux autorités des personnes cachées et non inscrites, *recevra à titre de récompense* 10 ligatures par personne ayant une famille et des biens fonciers et 5 ligatures *par personne sans biens ni moyens d'existence*. S'il dénonce 10 personnes comme n'étant pas inscrites et que le fait ne soit reconnu exact que pour deux personnes et au-dessus, il sera récompensé d'après le nombre de personnes pour lesquelles la dénonciation sera reconnue exacte. S'il ne dénonce qu'une ou deux personnes et qu'on découvre un nombre supérieur de personnes non inscrites il sera récompensé d'après le nombre des personnes non inscrites qu'il aura fait découvrir. Le montant de la récompense devra être payé moitié par le ly-truong, moitié par les personnes non-inscrites. Si la personne non-inscrite a eu connaissance de sa situation irrégulière, elle sera punie de 50 coups de truong. Les habitants des villages qui auront supporté que des personnes de leur village ne soient pas inscrites, et qui auront perçu à leur profit des impôts de ces personnes, seront punis d'après les dispositions relatives à la violation des règles et en suivant la loi la plus sévère. On poursuivra le remboursement de produits illicites qui seront confisqués au profit de l'Etat.

Les ly-truong qui auront faussement déclaré que des

personnes habitant toujours leurs villages, sont en fuite, seront punis comme suit : ...

Ceux qui auront porté ce fait à la connaissance des autorités recevront une récompense de 10 ligatures par personne faussement déclarée en fuite... (1). »

Le chef de la commune dans laquelle se sont réfugiés des personnes non inscrites, est puni, s'il ne les renvoie pas à leur lieu d'origine ; sa peine est plus rigoureuse s'il s'agit « de personnes ayant une famille, des biens » que s'il s'agit de personnes « sans moyens d'existence ».

L'Etat, en effet, tient plus à l'inscription d'une personne riche, dont les biens sont soumis à l'impôt, qu'à l'inscription d'une personne pauvre dont l'inscription lui rapporte naturellement moins.

L'article 74 contient de très intéressants détails à ce sujet, et s'occupe également de récompenser les dénonciateurs :

ART. LXXIV. — *Tenir cachées des personnes non inscrites* — « Tout chef de commune qui aura caché et laissé des personnes non inscrites sera puni comme suit : s'il s'a-

(1) Dans le même ordre d'idées l'article 84, ordonnance de Minh Mãng, 1834, ajoute : « Il est établi que lorsque quelqu'un révélera l'existence de rizières ou de terres non-inscrites, s'il s'agit de biens déjà inscrits, mais dont la surface a été étendue, l'ancien propriétaire devra payer une amende de trois ligatures par mản qui sera remise au *dénonciateur comme récompense* ; les rizières ou terres seront laissées au village, aux cultivateurs ou aux propriétaires ; s'il s'agit d'autres biens laissés entièrement non-inscrits, on les adjugera au premier qui offrira d'en payer l'impôt. »

git de personnes ayant une famille, des moyens d'existence, ou des biens fonciers tels que des rizières, pour une personne cachée et non inscrite, la peine sera de 60 coups de truong ; pour chaque fois une personne en plus, la peine augmentera d'un degré (pour cinq personnes elle sera le maximum de la peine du truong), pour six personnes elle sera de 60 coups de truong et d'un an de travail pénible et pour chaque fois trois personnes en plus elle augmentera d'un degré (ainsi pour sept personnes ou huit personnes, la peine prononcée s'arrêtera encore à 60 coups de truong et un an de travail pénible ; si le nombre des personnes est de neuf, alors cette peine augmentera d'un degré et sera de 70 coups de truong et d'un an et demi de travail pénible ; dans les autres cas, on suivra cet exemple). Pour dix-huit personnes la peine atteindra le maximum du travail pénible, à partir de vingt et une personnes la peine prononcée sera celle de l'exil ; pour chaque fois cinq personnes en plus elle augmentera d'un degré, et elle s'arrêtera au maximum de l'exil. S'il s'agit de personnes sans moyens d'existence : pour une ou deux personnes, on ne prononcera aucune peine ; pour trois personnes, la peine sera de 60 coups de truong ; trois personnes sans moyens d'existence seront considérées comme équivalant à une personne pourvue de moyens d'existence. Pour chaque fois trois personnes en plus la peine augmentera d'un degré (pour quinze personnes la peine sera le maximum du truong) ; pour dix-huit personnes

la peine sera de 60 coups de truong et d'un an de travail pénible, et pour chaque fois neuf personnes en plus elle augmentera d'un degré (ainsi de dix-neuf jusqu'à vingt-six personnes, la peine sera encore de 60 coups de truong et d'un an de travail pénible ; pour ving-sept personnes elle sera augmentée d'un degré et sera de 70 coups de truong et d'un an et demi de travail pénible ; dans tous les autres cas on suivra cet exemple). Pour cinquante-quatre personnes la peine sera le maximum du travail pénible ; pour soixante-trois personnes, la peine prononcée sera celle de l'exil, et pour chaque fois quinze personnes en plus elle augmentera d'un degré sans dépasser le maximum de l'exil (par exemple si le coupable cache et laisse non inscrites cinq personnes ayant des moyens d'existence et trois personnes sans moyens d'existence, pour les cinq personnes ayant des moyens d'existence la peine est le maximum du truong ; pour les trois personnes sans moyens d'existence, on les compte comme une personne ayant les moyens d'existence et la peine est de 60 coups de truong et d'un an de travail pénible ; dans tous les autres cas on suit cet exemple).

Celui qui aura porté le fait à la connaissance de l'autorité, si la déclaration est complètement vraie et qu'il s'agisse de personnes ayant des moyens d'existence, recevra comme récompense, 10 ligatures pour chaque personne ; s'il s'agit de personnes sans moyens d'existence, ou bien de personnes qui n'ont pas encore quitté

le foyer de leur famille (qui demeurent ensemble avec leur père et leur mère ou leurs oncles, frères aînés et cadets du père et qui ne sont pas encore pourvus d'une épouse), il recevra, comme récompense, 3 ligatures pour chaque personne dénoncée comme non inscrite. Si les sept dixièmes de la déclaration seulement sont vrais, la récompense sera réduite de moitié ; si les cinq dixièmes ou les six dixièmes seulement sont vrais, le dénonciateur ne recevra que le tiers de la récompense ; si trois ou quatre dixièmes seulement sont vrais ou moins encore, il ne recevra aucune récompense.

Si la déclaration est totalement fausse, le dénonciateur sera passible de la peine encourue par les accusés pour le fait de la dénonciation (art. 305). La somme donnée en récompense sera payée moitié par le chef de la commune, moitié par les personnes laissées non inscrites. Si les personnes non inscrites sont pourvues de moyens d'existence, elles seront punies de 80 coups de truong ; si elles sont sans moyens d'existence, la peine ne sera que de 50 coups de rotin ; toutes, d'ailleurs, seront inscrites et soumises aux charges légales. Le chef de commune qui, ayant caché des personnes non inscrites, révélera de lui-même la vérité, sera dispensé de la peine ; s'il se livre de lui-même à la justice sans déclarer toute la vérité et qu'il en résulte qu'il soit à son tour accusé par les personnes non inscrites qu'il aura dénoncées, il sera, d'ailleurs, puni pour le nombre de personnes non inscrites qu'il n'aura pas dénoncées.

Si le chef de la commune a reçu et accepté des valeurs pour cacher des personnes et les laisser non inscrites, on comptera la valeur du produit de l'acte illicite (si la peine déduite de cette valeur est plus forte que la peine portée par la présente loi), d'après les dispositions relatives à la violation des règles, et on prononcera en suivant la loi la plus sévère. On poursuivra la restitution du produit de l'action illicite qui sera confisqué à l'Etat. Si les chefs de village sont d'accord avec les coupables et cachent ces faits illicites, ils seront punis d'une peine moindre de deux degrés. Si des personnes notables et influentes de la commune agissent d'autorité et s'arrogent le pouvoir en entravant l'action du chef de la commune qui ne peut plus agir de sa propre volonté, elles seront punies de la peine encourue par le chef de la commune pour avoir caché et laissé des personnes non inscrites, et le chef de la commune ne sera puni que de la peine de ceux qui sont d'accord avec les coupables et cachent les faits illicites (art. 358).

Dans le même ordre d'idée le commentateur de l'article 80 s'exprime ainsi :

« Toutes les fois que des personnes du peuple doivent cultiver et vivre sur une terre pour acquitter les charges et corvées qui leur incombent, si elles fuient dans un district voisin dans le but de se soustraire à ces charges et corvées, elles sont coupables, punies de 100 coups de truong et renvoyées pour être soumises

aux charges légales ; si les chefs de commune, fonctionnaires et employés primitivement chargés du gouvernement de ces personnes connaissent leur fuite et la favorisent volontairement sans les poursuivre, ils sont coupables de protection accordée à des coupables ; les chefs de famille du district voisin qui, sachant qu'elles sont en fuite, les cachent au milieu d'eux, sont coupables de protection accordée à des coupables ; chacun d'eux est puni de la même peine que les personnes qui ont pris la fuite, et cette peine est encore de 100 coups de truong. Les chefs de commune du district voisin qui sachant que parmi la population il y a des personnes en fuite et cachées ne les renvoient pas à leur lieu d'origine ; les fonctionnaires chargés du gouvernement du lieu primitif d'habitation des personnes en fuite qui, sachant le lieu où elles ont fui, n'envoient pas une dépêche pour les faire saisir ; les fonctionnaires chargés du gouvernement du lieu où elles sont, qui autorisent leur fuite, et qui, pour augmenter la population de leur gouvernement ne les renvoient pas, encouragent tous la culpabilité ; chacun d'eux est puni de 60 coups de truong. »

Nous pouvons nous rendre compte par l'examen d'autres textes et en particulier des ordonnances royales de quelle façon le gouvernement a entendu favoriser la réadaptation des errants en leur indiquant lui-même, non seulement les terres abandonnées éparses dans les villages, mais aussi les terres vierges sises aux frontiè-

res éloignées ou ailleurs, et nous pouvons constater que l'Etat sino-annamite s'est activement associé au mouvement d'expansion de la race annamite et l'a grandement favorisé en protégeant les colons, en fondant des villes frontières, en donnant pour ainsi dire des primes aux initiateurs.

Les ordonnances de Tu Duc, article 84, 17^e année (1864) et celle du même article de la 30^e année méritent d'être citées :

« Pour favoriser les personnes qui recruteront des habitants pour aller former des hameaux et des villages et mettre en culture les terrains incultes, il est établi que :

Celui qui aura recruté de 20 à 30 personnes et défriché de 40 à 50 mâu de rizières *sera exempt à vie du service militaire et des corvées* ; pour un groupe de 40 à 50 colons et environ 100 mâu de rizières défrichées il sera promu au grade du 9^e degré, deuxième classe du mandarinat et nommé Ba-hô ; pour un groupe de 100 colons et 200 mâu de rizières défrichées, il sera promu à la première classe du 9^e degré et nommé Ba-hô ; il sera élevé aux diverses classes supérieures du mandarinat, proportionnellement au nombre des cultivateurs recrutés, et de mâu défrichés. Si après avoir été récompensé il ne s'applique plus aux travaux agricoles, au point que le nombre de colons diminue et les rizières sont abandonnées il devra être puni de truong et dépouillé de ses titres. Les fonctionnaires de province

qui n'auront pas su les encourager, ni les diriger, seront également punis ».

« Les commandants en chef des marches militaires des montagnes et les fonctionnaires des colonies agricoles, qui grâce à leur encouragement, auront pu, durant la première année de leur service, recruter 100 colons agriculteurs ayant une famille et défriché 400 m² de rizières, seront récompensés par une élévation en grade d'une classe ; si l'année suivante, le nombre des colons s'élève en totalité à 200 et celui des m² défrichés à 400, ils seront récompensés par une nouvelle élévation en grade d'une classe ; si, la troisième année le nombre des colons s'élève en totalité à 300 et celui des m² de rizières défrichées à 600, ils seront encore augmentés de deux classes.

Les mêmes fonctionnaires qui résideront dans les territoires du delta, qui auront pu recruter dans l'année 200 colons et faire défricher 400 m² seront récompensés par une élévation en grade d'une classe ; si la deuxième année, le nombre des colons s'élève en totalité à 300 et celui des m² à 600, ils seront augmentés en grade d'une classe ; si la troisième année le nombre des colons s'élève à 400 et celui des m² à 800, ils seront augmentés en grade de deux classes. S'il s'agit de colonies agricoles ou des postes situés le long des frontières, pour chaque groupe de 100 colons et chaque surface de 200 m² de rizières défrichées en plus, ces fonctionnaires seront proportionnellement augmentés

d'une classe ; pour 300 colons et 600 mâu ils seront augmentés de deux classes.

« Si les fonctionnaires dont il est parlé ci-dessus réussissaient à l'aide de leurs propres deniers à recruter des travailleurs pour faire défricher des terres incultes et à créer de la sorte une province, un phu, un huyen ou an-chân, ils seront récompensés dans les conditions prévues par la décision réduisant de deux degrés la récompense à accorder aux fonctionnaires dans les cas analogues, mais avec une réduction d'un degré seulement. Après leur mort on disposerait d'une certaine étendue de rizières pour leur culte. »

Il résulte, sans conteste, des pages si nombreuses de la loi que nous avons rapportées dans ce chapitre, que l'Etat chinois, grâce à une conception toute particulière et vraiment originale de sa responsabilité, a regardé en face un des problèmes les plus graves des sociétés organisées : la misère. Il a admis par l'expérience que lui donnait l'examen de la vie sociale du peuple qu'il avait à gouverner, que la misère provenait avant tout de ce que l'individu était isolé ; et comme la vie sédentaire sur le sol cultivé lui apparaissait comme seule capable d'assurer le bonheur de chaque groupe familial, il s'est efforcé de donner à chacun la possession d'une parcelle du territoire communal, d'un foyer, d'une petite patrie, en un mot, « avec ses ancêtres enterrés là » (1).

(1) V. Briffaut, *Biens culturels familiaux*.

CONCLUSION

Notre tâche n'est point terminée parce que nous avons rappelé les principes moraux et sociaux qui sont à la base de la civilisation jaune, et fait un rapide exposé des dispositions de la législation annamite, relatives au vagabondage.

Pour conclure, nous voulons émettre le vœu, que la France colonisatrice de l'Indo-Chine, responsable aujourd'hui des destinées des Annamites, inaugure une nouvelle politique indigène qui tiendrait un grand compte des enseignements de leur histoire et s'appuierait sur le respect de leurs institutions. Mais ce vœu est-il facilement réalisable ? On parle beaucoup, depuis quelques années, de la politique d'association ; tous les auteurs, rapporteurs, gouverneurs, ministres en réclament l'adoption, et l'on ne semble pas fixé sur les moyens pratiques de l'appliquer ! Il ne suffit pas, pour résoudre le problème, de préconiser un retour immédiat et absolu à des institutions qui ne sont plus appropriées à l'état d'esprit de l'indigène, dont la mentalité s'est profondément modifiée, au spectacle de notre civilisation. Par une série de fautes que nous avons énumérées au début de ce travail (les plus graves, du moins) ; nous avons choqué ses habitudes, ses goûts ; nous avons détruit

l'organisation de sa famille et de sa commune, nous l'avons « désorienté », et si nous pouvions lui rendre du jour au lendemain tous les bienfaits de son ancienne existence, il serait peut-être, maintenant, incapable d'en jouir.

Dans ces conditions, il semble que nous ne pouvons pas souhaiter qu'on applique, sans transition, pour combattre le vagabondage, les méthodes dont les gouvernements de l'ancien Annam, se sont servis avec succès.

Il faut pourtant trouver des remèdes à la situation présente, qu'il serait très dangereux de laisser s'aggraver. Le vagabondage actuel, nous l'avons vu, a des causes particulières qui dérivent toutes des erreurs de notre politique coloniale, et des causes naturelles et permanentes, telles que les calamités publiques.

Les premières pourront disparaître si, comme chacun se plaît à le dire, on substitue franchement à la politique d'assimilation, la politique d'association, qui devra consister d'une manière générale à restituer aux Annamites une participation plus complète à la vie publique de leur pays, à leur donner dans toutes les administrations la part légitime qui leur revient.

Conformément à l'esprit de cette nouvelle politique, il conviendra d'admettre les Annamites possédant des titres universitaires, aux divers emplois exclusivement réservés jusqu'à ce jour aux Européens et assimilés : en même temps il faudra donner à l'enseignement un ca-

ractère pratique qui tendra à diriger les indigènes vers les carrières industrielles et commerciales, et surtout vers l'agriculture.

Au point de vue judiciaire, il faudra adjoindre des assesseurs indigènes, au personnel métropolitain de chaque tribunal et, ce qui sera une grosse satisfaction donnée aux justiciables annamites, assurer une justice rapide et gratuite.

Au point de vue fiscal, il faudra apporter une modification complète dans notre manière de recouvrer certains impôts. en particulier, l'administration supérieure devra renoncer au monopole des alcools en présence des résultats déplorables de ces dernières années, qui semblent avoir prouvé, d'une façon surabondante, que l'alcool de la Société des distilleries françaises répugne au goût de la population.

Cette question est une des plus irritantes pour la population, car, il ne faut pas l'oublier, l'alcool indigène joue un rôle dans les cérémonies cultuelles de la famille, et l'Annamite ne peut supporter d'être ainsi froissé, dans ses goûts et ses habitudes.

Toutes ces mesures qui donneraient satisfaction à de justes revendications et auraient pour effet d'assurer à l'indigène la paix et la sécurité dans sa famille et dans ses biens, seraient, en outre, susceptibles de nous rendre un peu de l'estime que nous avons perdue dans l'esprit de nos protégés et nous permettraient de lutter, avec plus de chances de succès, contre les obstacles de

toutes sortes qui entravent habituellement notre effort colonisateur.

Quant aux autres causes, nous pouvons les combattre en utilisant les méthodes anciennes, du moins, en nous en inspirant le plus possible. Les gouvernements annamites se sont efforcés de réadapter le vagabond à la société organisée, en le réinstallant dans la vie agricole et sédentaire, en lui donnant les moyens de se relever par le travail. Ils se sont attachés, durant de longs siècles, à développer les qualités colonisatrices du peuple et ils ont réussi, dans une certaine mesure, non pas tant par la force que par une compréhension parfaite des besoins et par l'emploi calculé de toutes les énergies de la race, à éviter logiquement et pour ainsi dire chaque jour, que les vagabonds, victimes souvent nombreuses des crises économiques, ne forment une véritable classe et ne deviennent un danger politique.

Nous savons par quels procédés ils sont parvenus à ce résultat ; nous pouvons suivre leur exemple, mais la tâche sera pour nous très difficile, car les cadres de la société annamite sont, en partie, détruits : l'indigène n'a plus ces sentiments de solidarité qui inspiraient sa conduite et il a perdu quelque peu le goût du travail !

Quoi qu'il en soit, il importe d'agir promptement : la misère augmente, la plèbe des grandes villes s'accroît de jour en jour. En recherchant les errants pour les pousser vers l'agriculture, nous ne résoudrons sans doute pas définitivement la question du vagabondage.

mais nous améliorerons le sort de nombreux déclassés et nous obtiendrons assurément un résultat profitable à notre colonie. La bourgeoisie terrienne est loin d'avoir accaparé tout le sol cultivable de l'Annam, nous pouvons chercher à réunir tous les éléments épars de la population indigène pour les attacher au sol et en faire, comme jadis des propriétaires collectifs.

Les empereurs chinois et annamites nous ont montré l'exemple, et nous avons beau jeu, car nous possédons en Indo-Chine de vastes étendues agricoles encore vierges, des débouchés économiques assurés pour longtemps, capables d'absorber une activité dix fois plus grande, une main-d'œuvre docile au travail des champs, tout un peuple dont la mentalité est façonnée à la vie agricole et dont les éléments errants ne semblent être, de l'avis de tous, que des éléments inactifs, mais non sans énergie !

Il s'en faut de beaucoup que la mise en valeur de l'Indo-Chine agricole soit terminée. Il reste des terrains cultivables en très grand nombre qui n'attendent que des bras et des capitaux.

La superficie de la Cochinchine par exemple est de 60.000 kilomètres carrés, dont 1.400.000 hectares sont des terrains de montagnes ou des marécages incultes, et 800.000 hectares sont des broussailles ; les bois et les forêts occupant en outre 1.700.000 hectares, les cultures quelconques n'occupent pas le 1/4 de la superficie totale de la colonie (1).

(1) Imbert, *La Cochinchine au seuil du XX^e siècle*.

M. de Lannessan, en 1886, constatait encore que 750.000 hectares, seulement, étaient cultivés en rizières, c'est-à-dire que les rizières ne couvraient pas la moitié de la superficie agricole cultivable.

Il est vrai que la superficie cultivée de la Cochinchine qui était de 449.000 hectares en 1879, a passé à 984.000 hectares en 1889, et à 1.150.000 hectares en 1898. En 1878, 300.000 hectares étaient cultivés en rizières, tandis qu'aujourd'hui on en compte 1.200.000.

Mais pourquoi nous arrêterions-nous là ?

Rien ne s'oppose d'autre part à l'essor de notre commerce en Extrême-Orient. La Birmanie anglaise n'hésite pas, malgré l'effort de notre production agricole en Cochinchine, à cultiver aujourd'hui les mêmes denrées pour l'exportation en Chine. Or, les exportations françaises du riz furent en 1857 de 637.000 tonnes, en 1898, de 715.000 tonnes, et maintenant, selon la statistique officielle, elles atteignent le même chiffre, environ (600.000 tonnes en 1906, à la suite de fléaux).

La consommation est par conséquent bien supérieure à la production, les débouchés sont largement ouverts et l'écoulement de nos produits dans les mers de Chine paraît pour longtemps encore assuré et rémunérateur.

Nous devons donc poursuivre la mise en valeur des immenses étendues incultes de notre colonie, et puisque la place est bonne pour l'indigène au soleil des rizières, ne cherchons pas à l'attirer, quant à présent, vers le commerce et l'industrie. Occupons-le à cultiver

les rizières des vastes deltas. Point n'est besoin pour cela, de faire venir des colons de la métropole. Réservez nos énergies directrices et nos capitaux européens pour l'exploitation raisonnée des richesses minières et pour les grandes entreprises industrielles et commerciales.

Si nous avons besoin d'une main-d'œuvre, habile aux travaux industriels, adressons-nous au Chinois, qui, peu à peu, déraciné, éloigné de son foyer et contraint à l'exode de par les nécessités économiques, s'est habitué à la vie active des chantiers et fait preuve aujourd'hui, d'une habileté commerciale remarquable.

Plus tard peut-être, l'Annamite, au contact de cet aîné, prendra le goût et acquerra le sens des affaires ; nous pourrons alors l'appeler à collaborer à notre effort industriel.

Quant à présent, il importe d'enrayer le mal qui gagne, peu à peu, toute la campagne annamite ; il importe de donner aux nombreux déclassés que nous avons créés, une occupation qui les fasse subsister par le travail et les rende à la vie simple dont ils jouissaient paisiblement avant notre arrivée sur leur territoire.

Faisons du vagabond un agriculteur, concédons-lui gratuitement, comme jadis, une parcelle de terre cultivable ; habituons-le de nouveau, à l'exercice du métier le plus propre à favoriser la reconstitution de sa famille ancestrale. Et tandis que nous emploierons la main-d'œuvre indigène au développement de l'agricul-

ture, nous nous efforcerons de la mettre, autant que possible, à l'abri des calamités naturelles qui sévissent trop fréquemment sur le sol indo-chinois ; nous protégerons le cultivateur que nous aurons créé et qui sera le principal artisan de la richesse de notre colonie, en organisant des sociétés de prévoyance, de prêts et de secours mutuels, dont l'établissement complétera heureusement les mesures de protection qu'ont imaginées les anciens législateurs annamites et que nous reprendrons dans l'intérêt de l'indigène, comme dans l'intérêt de notre protectorat.

Vu :

Le Président de la Thèse,
LESEUR.

Vu :

Le Doyen,
CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

LISTE

DES DOCUMENTS ET OUVRAGES CONSULTÉS

- Penant.** — Tribune des colonies et protectorats.
Journal judiciaire de l'Indo-Chine.
- Arthur Girault.** — Principe de colonisation et de législation coloniale. Paris, 1894.
- Ory.** — La commune annamite au Tonkin.
- Jobbé-Duval.** — La commune annamite. Paris, 1896.
- Luro.** — Le pays d'Annam, 1878.
- Aubaret.** — Code annamite, 1865.
- Philastre.** — Code annamite, 1880.
- Miraben.** — Précis de droit annamite et de jurisprudence indigène. Paris, 1896.
- D'Enjoy.** — Etude pratique de législation annamite. Saïgon, 1894.
- Briffaut.** — Etude sur les biens culturels familiaux. Paris, 1907.
- L'esclavage et l'engagement pour dettes dans le droit sino-annamite. Paris, 1907.
- Giran.** — Psychologie du peuple annamite. Paris, 1904.
- Malot.** — Commune annamite. Thèse.
- Lejeune.** — Régime de la propriété foncière en pays annamite. Thèse, 1904.
- Pène Siefert.** — Jaunes et blancs en Chine, 1902.
- Schreiner.** — Les institutions du peuple annamite, 3 volumes. Saïgon, 1890.
- Histoire du pays d'Annam, 1906.
- Gervais.** — Rapports 1906 et 1907, budget des colonies. Chambre des députés.
- Dubief.** — Rapport 1905, budget des colonies. Chambre des députés.
- Doumer.** — De l'Indo-Chine.
- De Lanessan.** — De l'Indo-Chine française.
- De Salaun.** — L'Indo-Chine.
- Delonstahl et Gabriel Michel.** — Recueil des ordonnances royales d'Annam.
-

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	Pages 1
--------------------------	--------------------------

PREMIÈRE PARTIE

LA CRISE ÉCONOMIQUE ET MORALE DE L'INDO-CHINE.— CAUSES ET DÉVELOPPEMENT DU VAGABONDAGE

CHAPITRE PREMIER. — Situation de l'Indo-Chine. . . .	5
La crise actuelle, ses causes, régime fiscal	5
Les contributions indirectes, sel, alcool, opium . .	10
Enseignement.	16
Organisation judiciaire.	17
Recrutement des tirailleurs indigènes.	19
Les causes de la crise d'après les auteurs.	20
CHAPITRE II. — La politique d'association	21
Opinions de MM. de Lanessan, Leygues, Dubief. . . .	22
Nécessité d'utiliser la main-d'œuvre indigène	27
Le vagabondage. Son développement inquiétant . . .	29

DEUXIÈME PARTIE

LE VAGABONDAGE DANS LES INSTITUTIONS ANNAMITES

CHAPITRE PREMIER. — L'organisation sociale de l'ancien Annam.	33
La famille. Solidarité qui unit ses membres.	33
La commune. Son organisation collective	37
L'Etat. Son rôle de protecteur du peuple	38
Comment il s'efforça de combattre le vagabondage. . .	40
CHAPITRE II. — Théorie du vagabondage	44
Quelles formules emploie le Code annamite pour dési- gner les vagabonds	44
Théorie du domicile. Obligation d'avoir un domicile.	
Inscription	45
Village d'origine. Village de la résidence	46
Le vagabondage n'est pas en principe un délit	52
Il peut devenir un délit : a) Circonstance aggravante de	

certains délits : vol, jeu, escroquerie ; b) Délits dans deux cas particuliers : circulation la nuit dans les rues ; introduction de nuit dans un domicile.	57
Il a été à certaines époques considéré comme un délit.	66
CHAPITRE III. — Mesures préventives contre le vagabondage.	69
Mesures de protection en faveur des habitants éprouvés par quelque calamité naturelle : exonération d'impôts, secours, magasins à grains, mesures contre invasions de sauterelles, etc.	70
Mesures en faveur des faibles ; le vieillard, personne chargée de l'assister.	77
Le fils soutien de famille ; le condamné autorisé à rester auprès de ses parents pour les soigner	80
CHAPITRE IV. — Mesures en faveur et contre les vagabonds	83
Le vagabond individuellement considéré :	
a) Celui qui a une famille est remis à sa famille	83
b) Celui qui n'a pas de famille est inscrit au lieu de sa résidence ou au lieu où sa famille était inscrite si on le retrouve.	86
La famille vagabonde adaptée à une agglomération existante. Concession gratuite de terres vacantes	87
Les masses errantes. L'Etat cherche à les stabiliser, exhortations au peuple.	90
Les colonies agricoles. Les condamnés amenés avec leur famille sur les terres vierges des frontières.	92
Les colonies militaires. Leur double but	96
Comment furent appliqués les différents systèmes de réadaptation sociale des vagabonds. L'Etat fait appel aux dénonciateurs pour rechercher les non-inscrits et les terres non-inscrites ; il stimule le zèle des fonctionnaires ou les punit.	97
CONCLUSION	
Il importe de substituer la politique d'association à la politique d'assimilation.	109
De combattre le vagabondage actuel avec les procédés du législateur annamite, en appelant le vagabond à défricher et cultiver les vastes étendues incultes de notre colonie.	110

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).
